

LA PRESSE AFFAIRES



PUBLICITÉ
CINQ AGENCES
EN VEDETTE
PAGE 6



PRÉAUTORISATION
À LA POMPE
UNE PRATIQUE QUI SURPREND ENCORE
PAGE 6

S&P/TSX
13 909,58
+159,03 (+1,16%)

TSX CROISSANCE
2567,45
+5,58 (+0,22%)

QUÉBEC 30
1213,78
+15,23 (+1,27%)

DOW JONES
12 581,98
+54,72 (+0,44%)

DOLLAR
98,15 ¢US
+0,01 ¢

Achat de la Bourse de Montréal par Toronto

L'AMF donne son feu vert

MARTIN VALLIÈRES

La grande noce boursière est approuvée, sans ajout significatif à la dot demandée. L'Autorité des marchés financiers (AMF) a donné son accord au projet d'achat de la Bourse de Montréal par sa vis-à-vis torontoise, le Groupe TSX.

Et en dépit des réserves entendues en audiences publiques, il y a deux semaines, l'AMF s'en est tenue à quelques ajustements mineurs aux conditions déjà convenues entre les deux sociétés. Ces conditions visent surtout à assurer la continuité et la primauté de la Bourse de Montréal

pour les activités de produits dérivés dans la future entreprise regroupée: Groupe TMX. Ces conditions allouent aussi à l'AMF le rôle de principal régulateur de cette activité au Canada, tout en lui accordant un droit de regard décisif pour

tout changement majeur à la propriété du futur Groupe TMX. N'empêche, depuis deux semaines, l'AMF a fait préciser certaines conditions qui lui avaient été soumises en début d'année par les deux sociétés boursières.

Entre autres, la définition de «résidents du Québec» pour la présence québécoise minimale de 25% des postes aux conseils d'administration de TMX et de la Bourse de Montréal correspondra à celle de la Loi de l'impôt du Québec.

» Voir BOURSE en page 4

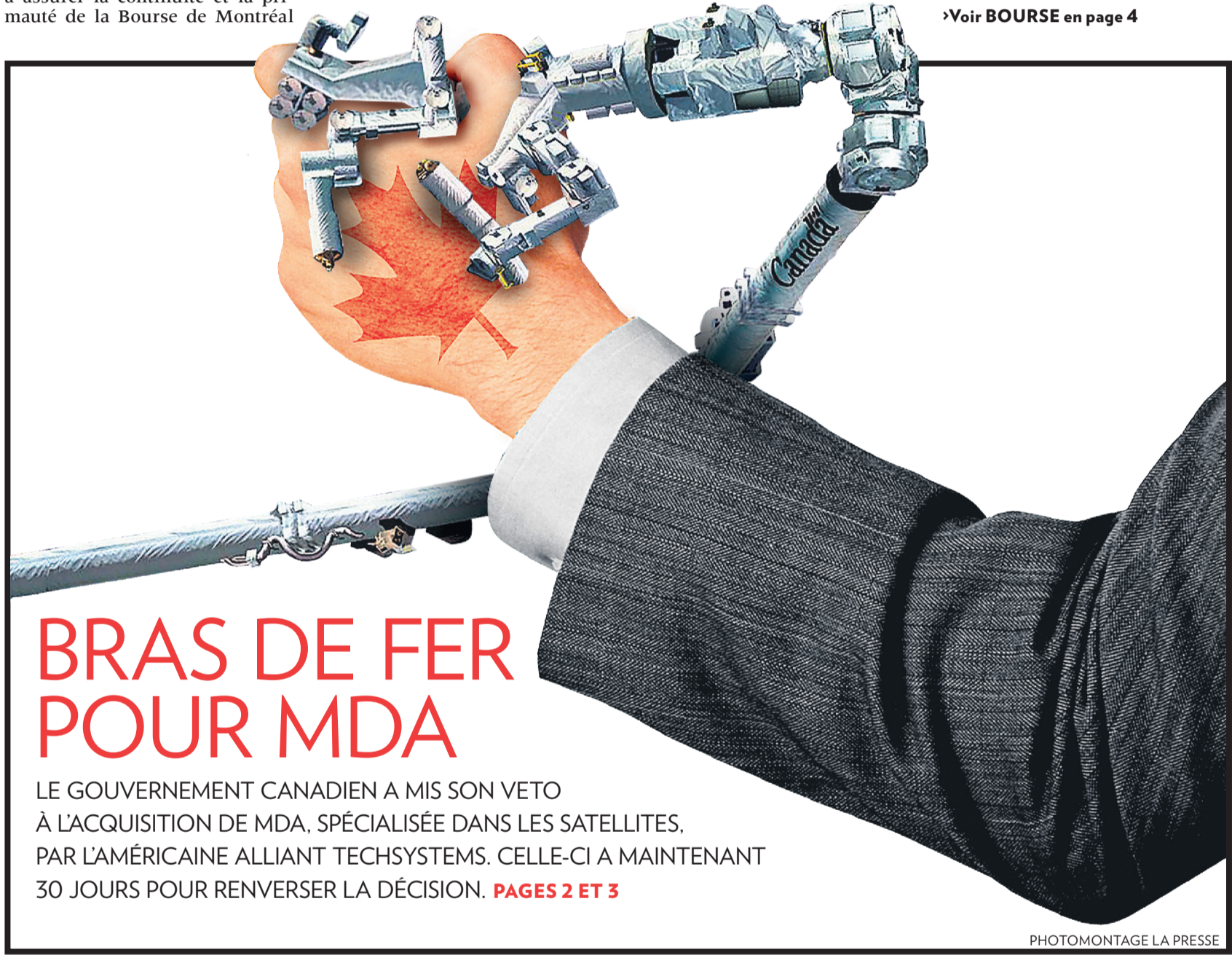
BALANCE COMMERCIALE

Le Canada s'en tire mieux que prévu

RUDY LE COURS

À la surprise générale, l'excédent du commerce international de marchandises du Canada s'est considérablement amélioré en février, tandis que le déficit commercial des États-Unis s'est détérioré. Les échanges entre les deux pays expliquent en bonne partie les succès du premier et les déboires du second. Le surplus du Canada est passé de 2,78 milliards à 4,94 milliards de dollars, entre janvier et février, révélait hier Statistique Canada. Il s'agit du meilleur chiffre depuis mai. Au sud de la frontière, le bilan est bien différent. Le déficit commercial a glissé de 58,96 milliards à 62,32 milliards. Une poussée inattendue des importations a effacé le chiffre record des exportations. L'Oncle Sam a acheté plus de pétrole et plus d'autos que prévu, deux produits où le Canada agit comme premier fournisseur. Nos exportations chez lui ont atteint 29,86 milliards, en hausse de 3,6%, tandis que nos achats de biens américains ont fléchi de 3,4%. Au net, les échanges entre les deux pays ont permis au Canada de dégager un surplus de 8,1 milliards, soit 1,8 milliard de plus qu'en janvier. Il s'agit du meilleur résultat en plus d'un an. Le déficit commercial canadien avec les autres pays a en outre été réduit d'environ 200 millions avec le Japon et de 460 millions avec l'Union européenne. La valeur des livraisons de produits de l'automobile a augmenté de 570 millions, celle des produits énergétiques de 350 millions et celle des biens industriels de 240 millions environ.

» Voir BALANCE en page 4



BRAS DE FER POUR MDA

LE GOUVERNEMENT CANADIEN A MIS SON VETO À L'ACQUISITION DE MDA, SPÉCIALISÉE DANS LES SATELLITES, PAR L'AMÉRICAIN ALLIANT TECHSYSTEMS. CELLE-CI A MAINTENANT 30 JOURS POUR RENVERSER LA DÉCISION. PAGES 2 ET 3

PHOTOMONTAGE LA PRESSE

Le yuan chinois franchit un cap symbolique



STÉPHANE PAQUET
ENVOYÉ SPÉCIAL
PÉKIN

Les exportateurs américains vont en profiter. Ceux qui importent des produits de Chine devront toutefois payer plus cher.

Le yuan chinois, qu'on appelle aussi renminbi, a franchi hier le seuil symbolique des 7 yuans pour un dollar américain. Il valait à la fermeture des marchés 6,99. Jamais en 14 ans le yuan n'a-t-il flotté si haut par rapport au dollar américain. «La Chine subit désormais des pressions à la fois internationales et intérieures pour laisser le yuan s'apprécier à un rythme rapide», a commenté à Reuters Liu Dongliang, analyste changes de China Merchants Bank à Shenzhen, dans le sud du pays. C'est en juillet 2005 que les autorités chinoises ont réévalué

leur devise et abandonné le lien fixe avec le dollar américain. Cette année-là, il a pris 2,6% par rapport au billet vert, puis 3,4% l'année suivante et 6,9% l'an dernier. Depuis le début de l'année, il a progressé de plus de 4%, soit 17% sur une base annualisée. En comparaison, pendant cette même période de presque trois ans, le dollar canadien a pris de la valeur par rapport au yuan. Comme l'euro. À la fête du Canada de 2005, un huard permettait d'acheter 6,68 RMB. Hier, c'était plutôt 6,87. Par contre, sur une plus courte période, depuis son

sommet de l'automne dernier, le dollar canadien a perdu des plumes face au yuan. Beaucoup de plumes, en fait. En novembre, le huard permettait d'acheter 8,12 RMB. Une force qui a bien profité aux grands détaillants canadiens qui ont pu acheter des stocks à prix réduits de l'autre côté du Pacifique. En quatre petits mois, la baisse a donc été de 15%. La question que les cambistes se posent: le yuan peut-il maintenir ce rythme bien longtemps par rapport au dollar américain? » Voir YUAN en page 4



monvolant.ca
simple - rapide - complet

Consultez nos milliers de photos
Comparez tous les modèles selon plus de 25 critères

Tous les modèles vendus au Canada
Tout le contenu du guide Automobile 2008
Tout pour vous aider à faire un choix éclairé

BRAS DE FER POUR MDA

DIX IMPORTANTES ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS CANADIENNES PAR DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

SEPTEMBRE 2007

Société étrangère

Abu Dhabi National Energy

Entreprise canadienne

Prime West Energy

Valeur

5 milliards

JUILLET 2007

Société étrangère

Rio Tinto

Entreprise canadienne

Alcan

Valeur

38,1 milliards

MAI 2007

Société étrangère

Svenskt Staal

Entreprise canadienne

Ipsco

Valeur

8,5 milliards

NOVEMBRE 2006

Société étrangère

Kingdon Hotels

Entreprise canadienne

Four Seasons

Valeur

3,7 milliards

OCTOBRE 2006

Société étrangère

Royal Dutch Shell

Entreprise canadienne

Shell Canada

Valeur

8,7 milliards

Source: archives La Presse

PAS DE MAINMISE AMÉRICAINE

MARIE TISON

Ottawa a mis le poing sur la table. Le gouvernement conservateur a empêché la société américaine Alliant Techsystems de mettre la main sur les divisions aérospatiales de la société canadienne MacDonald Dettwiler and Associates (MDA).

Ces divisions comprennent l'ancienne Spar Aérospatiale, à Sainte-Anne-de-Bellevue, spécialisée dans les technologies liées aux satellites, qui comptait vivement sur la transaction pour essayer d'obtenir de lucratifs contrats américains et ainsi préserver des emplois. Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, au début de 2006, les projets de satellites canadiens semblent avoir été mis sur la glace.

Le gouvernement du Québec était plutôt favorable à la transaction de 1,3 milliard de dollars, justement parce qu'elle permettait d'améliorer l'accès au marché américain.

« C'est un exemple qui démontre que des fois, la propriété étrangère, ça fait des entreprises plus fortes, a commenté le ministre québécois du Développement économique Raymond Bachand, en entrevue téléphonique avec *La Presse Affaires* hier. Mais nous sommes aussi canadiens et il faut regarder l'ensemble des intérêts pour le Canada. »

Si le principal outil pour surveiller la souveraineté canadienne (le satellite Radarsat-2) se retrouve entre des mains étrangères, ce n'est peut-être pas une bonne chose, surtout si le gouvernement y a investi 435 millions », a dit Richard Stoneman, de Dundee Securities.

Le ministre fédéral de l'Industrie Jim Prentice a invoqué la Loi d'Investissement Canada pour rejeter l'acquisition.

« Compte tenu des informations contenues dans votre application et d'autres informations obtenues au sujet de votre investissement,

je ne suis pas convaincu que celui-ci représenterait un bénéfice net pour le Canada », a-t-il écrit dans une très courte lettre envoyée mardi aux dirigeants d'Alliant.

Souveraineté canadienne

Au cours d'une brève rencontre de presse hier, M. Prentice a expliqué que le gouvernement

l'Arctique, passer sous contrôle américain.

En vertu de la Loi d'Investissement Canada, Alliant a 30 jours pour amener le gouvernement canadien à changer d'idée.

« Les discussions avec le gouvernement canadien se poursuivent », a simplement déclaré le vice-président aux communications d'Alliant, Bryce Hallowell.

journee pour clôturer à 42,85 dollars à la Bourse de Toronto hier. Le principal actionnaire de MDA est la caisse de retraite des enseignants de l'Ontario Teachers', qui possédait 1,6 million d'actions au 31 décembre dernier. Si Teachers' détenait encore hier le même nombre d'actions (ce qu'elle ne veut pas confirmer), elle aura perdu plus de 24 millions de dollars en une journée.

« Comme le processus réglementaire se poursuit, nous ne pouvons pas faire de commentaire », a déclaré la porte-parole de Teachers, Deborah Allan.

La Caisse de dépôt et placement du Québec ne détenait que 544 000 actions de MDA au 31 décembre 2006. La société n'a pas encore fait connaître l'état de ses placements au 31 décembre 2007.

Satellite

Le marché boursier n'avait pas

Souveraineté canadienne dans l'Arctique

Une « considération pertinente », concède Prentice

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — La souveraineté canadienne dans l'Arctique a joué un rôle dans le refus d'autoriser la vente du radar canadien le plus performant à des intérêts américains, a confirmé hier le ministre de l'Industrie, Jim Prentice.

L'importance de cette question dans l'évaluation de la transaction entre MacDonald, Dettwiler and Associates (MDA) et Alliant Techsystems Inc. (ATK) était jusqu'ici demeurée nébuleuse.

Interrogé en comité parlementaire il y a quelques semaines, le ministre Prentice s'était contenté de répéter l'énoncé de la loi, qui traite de l'« avantage net » du Canada, selon des critères essentiellement économiques.

Puis, dans la lettre envoyée à la compagnie Alliant Techsystems Inc., mardi, le ministre est resté aussi vague. « Je ne suis pas certain que votre investissement serait à l'avantage net du Canada », a-t-il simplement expliqué dans l'un des trois courts paragraphes qu'elle contient.

Mais hier, à la question: Est-ce que les enjeux de souveraineté qui ont été soulevés à propos de la vente de Radarsat-2 ont fait partie de vos considérations? M. Prentice a répondu: « La question de savoir qui aurait la juridiction légale sur le satellite après la transaction était une considération pertinente. »

Il s'agit d'un point majeur soulevé par tous les partis politiques, des syndicats et même des députés conservateurs. En effet, plusieurs se sont demandé: Qui, du Canada ou des États-Unis, ou encore de l'acheteur Alliant, aurait des droits sur les données recueillies par Radarsat-2?

Cet instrument d'observation à la fine pointe de la technologie a été financé en partie par Ottawa, qui a promis d'acheter pour 445 millions de dollars de données. Or, le Canada comptait surtout y avoir recours pour surveiller



Le Canada comptait surtout avoir recours au satellite Radarsat-2 pour surveiller l'Arctique, où la fonte des glaces donne lieu à des désaccords entre le Canada et les États-Unis sur l'appartenance de passages maritimes. Qui, du Canada ou des États-Unis, ou encore de l'acheteur Alliant, aurait eu des droits sur les données recueillies par le satellite si la transaction avait été conclue?

l'Arctique, où la fonte des glaces donne lieu à des désaccords entre le Canada et les États-Unis sur l'appartenance de passages maritimes.

« On ne devrait pas douter de la détermination du ministre de l'Industrie de respecter ses obligations ainsi que de la détermination de ce gouvernement de protéger l'économie et la souveraineté canadienne », a claironné le premier ministre Stephen Harper à la Chambre des communes, hier.

L'opposition applaudit

C'est la première fois que le gouvernement canadien bloque une telle transaction en vertu de

la Loi concernant l'investissement au Canada. Dans l'ensemble, le ministre est resté évasif sur les motifs qui ont guidé son choix.

C'est une décision « basée sur tous les facteurs énumérés à l'article 20 de la Loi, qui traite de l'industrie au Canada, de notre compétitivité, de notre technologie au Canada, des importations, des exportations », a-t-il évoqué.

Pour une rare fois, les partis de l'opposition ont applaudi sa décision. Toutes les formations politiques ont par contre réclamé plus d'investissements dans le secteur de l'aérospatiale. Le ministre devrait d'ailleurs faire une annonce en ce sens demain.

De plus, l'une des raisons évoquée par MDA pour justifier la transaction était le manque de débouchés pour une entreprise canadienne dans l'énorme marché américain. Les libéraux ont donc demandé que le gouvernement négocie des ententes avec les États-Unis.

« Le Parti libéral a refusé de défendre un seul achat par des compagnies étrangères pendant les 13 ans qu'ils ont été au pouvoir », a répliqué le premier ministre.

Trente jours

ATK dispose de 30 jours (à compter de mardi) pour faire valoir son point d'une nouvelle fois

au ministre. Mais l'entreprise a intérêt à modifier sa proposition initiale si elle veut le voir changer d'idée, a déclaré hier M. Prentice.

« Je suis prêt à entendre les propositions futures qu'ils pourraient avoir, mais la transaction telle que proposée, clairement, n'était pas au bénéfice net du Canada », a-t-il dit.

Le critique libéral en matière d'Industrie, Scott Brison, ne s'attend pas à une volte-face du gouvernement. « L'entreprise n'a pas réussi à prouver son point dans les derniers 65 jours. Je doute qu'elle y parvienne avec une prolongation de 30 jours », a-t-il tranché.

PHOTO MICHEL COMTE, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

BRAS DE FER POUR MDA

SEPTEMBRE 2006

Société étrangère
Vale de RioDoce

Entreprise canadienne

Inco

Valeur

19,9 milliards

AOÛT 2006

Société étrangère
Xstrata

Entreprise canadienne

Falconbridge

Valeur

19,2 milliards

JUILLET 2006

Société étrangère
Advance MicroDevices

Entreprise canadienne

ATI Technologies

Valeur

5,4 milliards

MARS 2006

Société étrangère
Arcelor

Entreprise canadienne

Dofasco

Valeur

5,3 milliards

JANVIER 2006

Société étrangère
Maple Leaf Heritage Inv.

Entreprise canadienne

HBC

Valeur

1,5 milliard

SUR LE BRAS CANADIEN

prévu la décision fédérale. Selon une compilation de Bloomberg, neuf des dix analystes qui suivaient le titre recommandaient son achat.

Le dixième, Richard Stoneman, de Dundee Securities, s'attendait au rejet fédéral.

«Le monde dans lequel nous vivons a changé depuis le 11 septembre, a-t-il déclaré à *La Presse Affaires*. Si le principal outil pour surveiller la souveraineté canadienne (le satellite Radarsat-2) se retrouve entre des mains étrangères, ce n'est peut-être pas une bonne chose, surtout si le gouvernement y a investi 435 millions.»

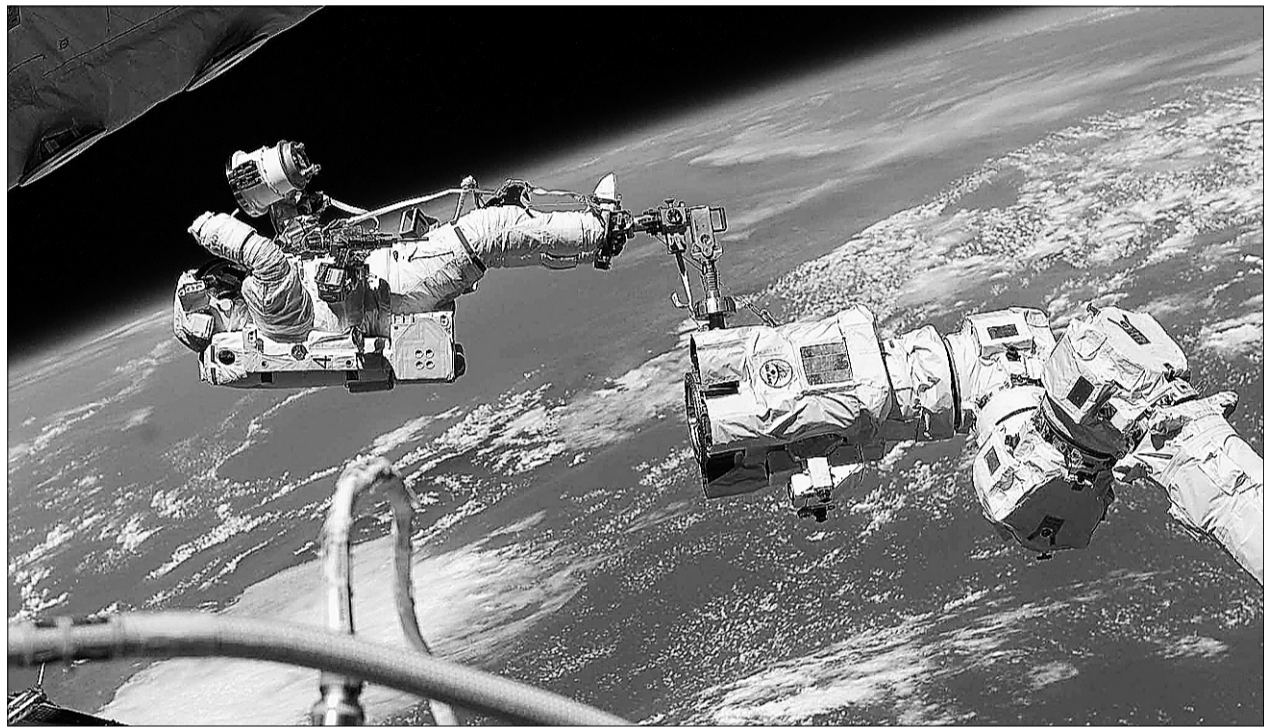
Lorsqu'il a comparu devant une commission des Communes la semaine dernière à Ottawa, le président et chef de la direction de MDA, Daniel Friedmann, a soutenu que le gouvernement canadien conserverait le contrôle de Radarsat-2 et de ses données. Il a ajouté qu'Ottawa conservera la propriété de deux autres

produits-vedettes de MDA, le bras canadien Canadarm2 et le petit robot Dextre qu'on vient d'y rattacher.

Il a aussi fait valoir qu'il était nécessaire d'avoir accès au marché américain pour conserver les 1500 employés présentement affectés aux divisions aérospatiales de MDA.

Le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), qui représente des employés de Brampton, en Ontario, et de Sainte-Anne-de-Bellevue a toutefois bien accueilli la décision fédérale. Les TCA craignent que la transaction ne menace des emplois au pays.

Le président de la section locale 112 des TCA, qui représente les employés de Brampton, Roland Kiehne, a toutefois souligné que c'était le manque d'intérêt du gouvernement vis-à-vis le secteur spatial qui avait conduit MDA à accepter l'offre d'Alliant.



Le bras canadien Canadarm2, auquel on vient d'annexer le petit robot Dextre, est l'un des produits-vedettes de MDA.

À classer « dans le dossier des exceptions »

HUGO FONTAINE

Bien qu'il s'agisse d'une disposition prévue dans la loi canadienne, le veto du ministre de l'Industrie Jim Prentice sur la transaction qui aurait fait passer les programmes Radarsat et Canadarm en des mains américaines tranche avec l'attitude générale du Canada en matière de prises de contrôle étrangères.

Depuis l'arrivée du gouvernement Mulroney au milieu des années 80, plus de 1500 transactions ont été examinées en vertu de la Loi sur Investissement Canada, mais seulement trois d'entre elles ont été refusées. Elles étaient toutes reliées au domaine de la culture.

Des fleurons de l'industrie canadienne, comme Alcan et Falconbridge, ont été avalés par des entreprises étrangères sans que le gouvernement ne lève le doigt.

Même des transactions dans le domaine de la défense se sont conclues, comme lorsque le fabricant de munitions SNC-Technologies est passé à l'américaine General Dynamics.

«Il faut classer ça dans le dossier des exceptions», dit Yves Bélanger, professeur de Science politique à l'UQAM, à propos de la décision du ministre Prentice.

«Dans le domaine de l'aérospatiale et des satellites, il peut y avoir des questions de sécurité nationale, de surveillance et de bien public», commente quant à lui Pierre Fortin, économiste à l'UQAM.

« Conséquence trop importante »

« Bloquer la transaction ne correspond pas à la tendance, mais le gouvernement a jugé dans ce cas que la conséquence était trop importante pour qu'on laisse ces activités dans les mains d'une compagnie qui dépend d'un gouvernement étranger. »

Toujours est-il que la sécurité nationale ne fait pas explicitement

partie des facteurs d'évaluation de transaction tels que définis par la Loi sur Investissement Canada.

L'élément particulier de la transaction se trouve ailleurs, selon Jean-Marie Gagnon, professeur émérite au département de finances et assurances de l'Université Laval.

«L'élément particulier, c'est que le gouvernement fédéral a largement financé la construction du Canadarm. Évidemment, le nom du Canada y est attaché et tout le monde en est très fier. Si c'était une transaction qui s'était déroulée entièrement dans le secteur privé, je présume que les conservateurs ne se seraient jamais mêlés de ça.»

Selon M. Gagnon, le gouvernement aurait dû prévoir des options de refus ou de rachat au moment où il a financé le développement des technologies spatiales.

«Pour le Canada, l'enjeu peut être le positionnement dans l'industrie internationale, dit Yves Bélanger. La capacité de faire jouer les activités des programmes Radarsat et Canadarm à l'avantage du développement de tout le domaine aérospatial aurait été affectée.»

Malgré ce précédent, le gouvernement n'en prendra pas une habitude et l'attitude du Canada en matière d'investissements étrangers ne changera pas, soutiennent les experts contactés par *La Presse*.

Depuis que le gouvernement Mulroney a mis la clé sous la porte de l'Agence de tamisage des investissements étrangers, le Canada laisse le marché fonctionner.

Mais le gouvernement demande de plus en plus des engagements de la part des investisseurs étrangers, indique Denis Gascon.

Cela pourrait d'ailleurs être le cas avec Alliant Techsystems. L'entreprise a 30 jours pour répondre aux inquiétudes du ministre, après quoi il rendra une décision finale.



Le satellite Radarsat-2, cet instrument d'observation à la fine pointe de la technologie, a été financé en partie par Ottawa, qui a promis d'acheter pour 445 millions de dollars de données.

PHOTO FOURNIE PAR MDA

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

/// ■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
Ind. des prix des logements neufs (Canada) février: **0,4%** janvier: **0,6%**
CanWest Global BPA 2T: **-0,04c**
General Electric BPA 1T: **0,51c**

LUNDI 14 AVRIL
Ventes de véhicules neufs (Canada) février: **-1,8%** janvier: **8,2%**
Astral Media BPA 2T: **0,50c**
WW Grainger BPA 1T: **1,36c**

MARDI 15 AVRIL
Metro BPA 2T: **0,50c**
Intel BPA 1T: **0,29c**
Johnson & Johnson BPA 1T: **1,19c**

MERCREDI 16 AVRIL
Livraisons manufacturières (Canada) février: **0,5%** janvier: **1,3%**
Coca-Cola BPA 1T: **0,62c**
IBM BPA 1T: **1,45c**

JEUDI 17 AVRIL
Indice des prix à la consommation (Canada) mars: **1,5%** février: **1,8%**
Merrill Lynch BPA 1T: **-1,97c**
Pfizer BPA 1T: **0,65c**

VENDREDI 18 AVRIL
Indicateur avancé (Canada) mars: **0,0%** février: **-0,3%**
Caterpillar BPA 1T: **1,32c**
Citigroup BPA 1T: **-0,94c**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

7	3			5		8	
8		9		2			1
				4		7	
				3	1		
3	6			9			7
		7	1				
		2	3		1		
6		8			2	5	4
	4			8			

Niveau de difficulté : MOYEN

0977

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	9	4	1	5	6	2	3	7
7	5	6	9	3	2	8	1	4
1	3	2	4	8	7	6	9	5
2	1	5	6	7	3	4	8	9
6	8	9	5	4	1	7	2	3
3	4	7	2	9	8	1	5	6
4	7	3	8	2	5	9	6	1
5	2	1	7	6	9	3	4	8
9	6	8	3	1	4	5	7	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0976

L'AMF donne son feu vert

BOURSE

suite de la page 1

Autrement dit, l'obligation d'avoir sa résidence principale et son activité professionnelle au Québec, plutôt que «seulement un condo de ski de week-end à Tremblant», a cité en exemple Jean St-Gelais, président de l'AMF, lors d'un point de presse en fin de journée hier.

Aussi, l'AMF a fait ajouter l'obligation pour le futur Groupe TMX d'obtenir son accord avant de réduire sa future propriété de la Bourse de Montréal sous le seuil de contrôle de 50%.

Enfin, l'AMF a obtenu que le futur Groupe TMX lui soumette chaque année son «plan stratégique» à l'égard des produits dérivés.

«S'ils veulent faire des changements qui influencent la primauté de Montréal comme centre de décision dans les dérivés, nous les verrons venir. Nous entendons les surveiller de près», a soutenu M. St-Gelais.

Toutefois, l'AMF s'est abstenue de faire préciser la définition «activités existantes» à Montréal dans les produits dérivés, comme l'avait suggéré des intervenants aux audiences, dont Alban D'Amours, alors président du Mouvement Desjardins.

Selon Jean St-Gelais, une définition plus précise aurait nuit à «la nécessité d'établir un juste équilibre entre des conditions plus exigeantes et une flexibilité nécessaire au développement de la Bourse».

Même explication pour le refus de l'AMF d'obtenir une définition élargie des fonctions et responsabilités du président de la Bourse de Montréal, lorsqu'elle sera devenue filiale du futur Groupe TMX.

Lors des audiences, des intervenants s'étaient inquiétés de la «personnalisation» de ce poste à son occupant actuel, Luc Bertrand, et d'un rôle réduit pour son successeur.

Côté réactions, le feu vert rapide de l'AMF, que l'on attendait vers la fin du mois, a satisfait des intervenants de premier plan.

Dans un communiqué commun, bien identifié à Montréal et à Toronto, les présidents des deux sociétés boursières se sont déclarés «très heureux» et reconnaissants envers l'AMF.

«Cette décision est un grand dénouement et une étape essentielle qui nous rapproche de ce

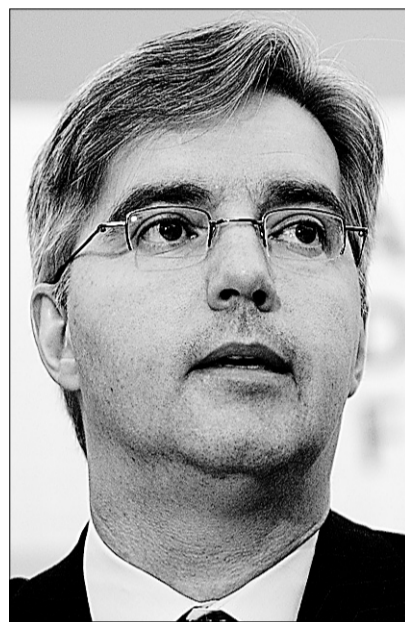


PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE
Jean St-Gelais, président de l'AMF.

regroupement historique», selon Michael Ptasznik, cochef de la direction du Groupe TSX.

Le président de la Bourse de Montréal, Luc Bertrand, s'est dit «confiant que la Bourse continuera de s'acquitter de son mandat d'intérêt public tout en améliorant sa position concurrentielle».

La Caisse de dépôt et placement, qui figure parmi les plus grands investisseurs boursiers au Canada, a aussi vite exprimé sa «satisfaction» envers le feu vert rapide de l'AMF. Et ce, même si son président, Henri-Paul Rousseau, fut l'un des premiers à exprimer ses réserves à ce regroupement boursier, peu après son annonce en décembre dernier.

Mais hier, par communiqué, M. Rousseau s'est dit satisfait que «ce regroupement fera de la Bourse de Montréal un centre incontournable de toutes les transactions canadiennes sur les produits dérivés».

Ironiquement, la Caisse de dépôt a commis un impair gênant avec ce communiqué, en contravention apparente des règles boursières. Elle l'a mis sur le fil de presse financier CNW à 15h45, avant la fermeture des marchés alors que le Groupe TSX et la Bourse de Montréal sont toutes deux cotées en Bourse.

De plus, c'était une heure avant le point de presse convoqué par l'AMF.

Le bureau de relations médias de la Caisse a admis à son «erreur» avec cette diffusion trop hâtive de communiqué.

La croissance chinoise défie les prévisions

ASSOCIATED PRESS

SHANGHAI — L'économie chinoise a connu une croissance encore plus forte que prévu en 2007, à 11,9%, selon les chiffres communiqués hier par le gouvernement. La Chine est en passe de sup-

planter l'Allemagne en tant que troisième plus grande économie du monde.

Selon le rapport publié sur le site internet du Bureau national de la statistique, la Chine a enregistré un produit intérieur brut (PIB) de 24 950 milliards

de yuans (3610 milliardsUS) l'an dernier.

Le Bureau avait auparavant estimé la progression à 11,4% pour 2007 et a également relevé l'estimation pour 2006 d'un demi-point de pourcentage, à 11,6%.

Le yuan chinois franchit un cap symbolique

YUAN

suite de la page 1

Bien qu'il s'attende à une appréciation continue du yuan, l'économiste Jonathan Anderson, de UBS à Hong Kong, ne croit pas que le yuan puisse tenir la cadence enregistrée depuis le début de l'année. «D'après nous, écrit-il dans une note de recherche, on peut s'attendre à une augmentation d'environ 8% du yuan (par rapport au dollar US) au cours des 12 prochains mois, ce qui est respectable, mais pas énorme selon les standards asiatiques.» Et aussi, ajoute-t-il, sous les attentes actuelles du marché, qui mise sur une appréciation plus rapide de la monnaie à l'effigie de Mao.

La devise chinoise a été dévaluée au début de 1994, Pékin la faisant passer de 8,7 à 5,8 yuans pour un dollar américain. Un plongeon d'un tiers qui a bien servi les exportateurs chinois.

Les Américains, eux, se plaignent depuis longtemps de la sous-évaluation du yuan. Mais leur ton commence à changer.

En visite à Pékin la semaine dernière, le secrétaire américain

LE POUVOIR D'ACHAT DU YUAN

	PRIX EN CHINE		PRIX AU QUÉBEC
	YUAN	\$ CAN	\$ CAN
Billet de métro	2	0,29	2,75
Bananes (1 kg)	5,96	0,87	1,52
Riz en vrac (1 kg)	3,16	0,46	2,30
Barre Snickers (35g)	2,90	0,42	1,40 (59g)
Pepsi (2,5 l)	5,30	0,77	1,99 (2 l)
Trio sandwich au poulet du PFK	23	3,35	7,74
Champagne Veuve Clicquot Ponsardin	419	60,99*	57,00

*De façon générale, les produits de luxe sont fortement taxés.
Source: La Presse à Pékin, données du Super Store de Wudaokou

au Trésor, Henry Paulson, s'est félicité de l'accélération de la hausse du yuan. Et il a demandé aux autorités chinoises de poursuivre sur la même voie.

La Chine espère aussi trouver son compte dans une monnaie plus forte. En novembre, la banque centrale a annoncé qu'elle voulait utiliser le taux de change pour lutter contre l'inflation. Celle-ci a atteint 8,7% en février, son plus haut niveau depuis 11 ans.

Cette hausse de prix est surtout le fait des denrées alimentaires, un secteur sensible en Chine où une part plus importante du revenu des ménages va à l'alimentation.

Surtout dans les campagnes et chez les plus pauvres.

À quelques mois des Jeux olympiques, la lutte contre l'inflation est donc une priorité pour Pékin: les autorités ne veulent surtout pas se mettre à dos une importante partie de la population.

Le Canada s'en tire mieux que prévu

BALANCE

suite de la page 1

Exprimées en volumes pour effacer l'effet des fluctuations de prix, les exportations ont augmenté de 3,8%, tandis que le volume des importations fléchissait de 0,8%. Ces bons chiffres signifient que le commerce extérieur aura freiné sans doute beaucoup moins la croissance du premier trimestre qu'il ne l'avait fait au cours des trimestres précédents.

«Si l'on tient également compte des autres résultats qui témoignent d'une croissance significative de la demande intérieure, tout porte à croire que la variation du PIB (produit intérieur brut) réel se maintiendra en territoire positif au premier trimestre», estime Benoit P. Durocher, économiste senior chez Desjardins.

États-Unis

Aux États-Unis, le déficit s'est creusé aussi lorsqu'on l'exprime en volume. En dollars constants, il est passé de 49,7 milliards à 51,5 milliards. La moyenne des deux premiers mois du trimestre donne un déficit réel plus grand que la moyenne du dernier trimestre de 2007. Cela signifie que, si la tendance s'est maintenue en mars, le commerce extérieur n'aura plus été la bouée capable de maintenir à flot l'économie américaine. «C'est un coup porté aux espoirs que l'amélioration du commerce extérieur puisse combler le vide découlant de la crise du marché de l'habitation, analyse Derek Holt, économiste principal chez Scotia Capitaux.

Heureusement qu'un mois ne suffit pas à donner une tendance.»

Plusieurs sont d'avis que le rebond canadien et la détérioration américaine ne sont que passagers. Les tendances lourdes resteraient une amélioration du déficit américain et l'effritement de notre excédent. Les moteurs de ces mouvements de fond restent la morosité du consommateur américain et la faiblesse du billet vert.

Chose certaine, si le Canada parvient encore à dégager un surplus mensuel au-dessus des 4 milliards, il pourra rétablir le solde de son compte courant de la balance des paiements. Il avait plongé dans le rouge au cours du dernier trimestre de 2007.

Ce solde représente la mesure la plus large des échanges avec

le reste du monde. Outre le commerce de marchandises, il inclut celui des services, les revenus des placements, les transferts et les flux financiers de capitaux.

À long terme, un solde positif est la meilleure garantie d'une monnaie forte.

Bien qu'il ait déjoué les attentes, le surplus commercial canadien a peu ému les acteurs du marché monétaire. «On reste en attente d'une accumulation de données dans un sens ou dans un autre, explique François Barrière, vice-président, développement des affaires, marchés internationaux, à la Banque Laurentienne. Assistons-nous au début de la fin de la crise financière actuelle ou vivrons-nous une rechute? Il faudra encore deux ou trois mois pour se faire une idée.»

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FRIPERIE à vendre sur le Plateau. Vêtements Vintage et rétro. Revenu net: 1500 \$/mois. Tél.: 514-227-4369

PARTENAIRE(S) pour ouvrir département traiteur dans restaurant rentable et bien localisé. Doit être chef et avoir déjà clientèle traiteur. Minimum d'argent à investir. Appelez : 514-993-5762.

715 FINANCEMENT

PARTICULIER
Financement disponible, en 1re et 2e hypothèque. Taux raisonnable. Agent s'abstenir. 450-682-3370

725 TENUE DE LIVRES, IMPÔT

SPÉCIAL IMPÔT. 25\$ et moins, remboursement fédéral sur place, 3300 Rosemont. 514-729-5078

AVIS
Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule : «Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant.»

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie **9146-8785 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 5872, boul. Léger, bureau 260, Montréal-Nord, (Québec), H1G 5X5 demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Laval, ce 10e jour d'avril 2008 Pierre-Hubert Séguin, avocat Procureur de la compagnie

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie **SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE REDEX LTÉE**, ayant son siège social au 5872, boul. Léger, bureau 260, Montréal-Nord, (Québec), H1G 5X5 demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Laval, ce 10e jour d'avril 2008 Pierre-Hubert Séguin, avocat Procureur de la compagnie

PRENEZ AVIS que la compagnie **ISO TECH DESIGN ET DÉVELOPPEMENT INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Le siège social de la compagnie est situé à St-Laurent. Montréal, ce 10e jour du mois d'avril 2008. **BOIVIN DESBIENS SENEÇAL, S.E.N.C.**

GRANDE LIQUIDATION DE VÊTEMENTS PRINTEMPS-ÉTÉ POUR HOMMES

MODE DE CONCEPTEURS EUROPÉENS SUPÉRIEURS

Stephano Ricci - Brioni - Jaguar San Remo - Rodrigo - Reporter

Costumes Cour. : de 995 \$ à 1 895 \$
Spécial : à partir de 250 \$

Cuir - Chemises - Pulls - Pantalons - Vestons - Cravates - etc.

Rabais jusqu'à 80% du prix courant

Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi et dimanche de 10 h à 17 h

LIQUIDATION OMEGA
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, au sud de Côte-Vertu
514 788-5155

PAPIER COMMERCIAL

Une révision des règles réclamée

MARTIN VALLIÈRES

Convoqués à Ottawa, des petits investisseurs coincés dans la crise des 32 milliards de dollars en papier commercial non bancaire ont témoigné de leur détresse financière devant le Comité des finances aux Communes.

Ils ont aussi dénoncé les intervenants financiers qui leur ont vendu ces titres, parfois à leur insu et sous de « fausses représentations » de placement sûr.

Par conséquent, ont-ils réclamé, les parlementaires fédéraux devraient entamer une révision « urgente » de la surveillance des produits de placements au Canada.

Pour le ministre fédéral des Finances, John Flaherty, il n'en fallait pas plus pour relancer le débat sur la « nécessité » pour le Canada de se doter d'une commission nationale de valeurs mobilières. « Nous avons encore 13

commissions provinciales au Canada, ce qui n'a plus de sens et demeure trop inefficace », a commenté le ministre Flaherty lors d'une entrevue à la chaîne d'informations financières BNN, de Toronto. « Avec la crise du papier commercial, les commissions provinciales ont une première responsabilité parce que la plupart des vendeurs de PCAA non bancaires étaient sous leur juridiction. »

Une vraie police financière

Le sujet d'une commission nationale de valeurs mobilières avait été soulevé par des intervenants spécialisés devant le Comité des finances des Communes. Mais il ne s'agissait que de l'une de leurs préoccupations.

Entre autres, une conseillère en placements d'expérience, Diane Urquhart, qui assiste un groupe d'investisseurs en PCAA de Toronto, a souligné que la priorité fédérale devait être de « constituer une vraie police financière »,

à commencer par l'escouade financière de la GRC, encore très insuffisante à son avis.

« Il y a des éléments de la vente de PCAA non bancaire parmi les petits investisseurs qui suggèrent des transactions basées sur des informations fausses. Dans un tel cas, on pourrait soupçonner la fraude même si les petits investisseurs n'ont pas de vraie police financière vers qui se tourner », a soutenu M^{me} Urquhart.

Cette conseillère financière a aussi souligné, devant le Comité des finances, que le fédéral devrait réviser sans tarder le rôle du Surintendant des institutions financières envers les banques étrangères, en particulier celles impliquées dans des produits de placements pour particuliers au Canada.

« La crise de PCAA non bancaire est en bonne partie attribuable au rôle de trois géants financiers étrangers, Deutsche Bank, HSBC et Merrill Lynch, qui ont renié leurs

ententes de soutien financier à des titres vendus seulement au Canada, auxquels des agences internationales comme Standard & Poors avaient refusé une cote minimale de placement. »

Cette remarque a inquiété les députés membres du Comité des Finances, en particulier John McCallum, ex-économiste en chef de la Banque Royale et député libéral de Markham, en banlieue de Toronto.

« Nous devons vérifier de tels arguments comme ceux de M^{me} Urquhart. N'empêche, les témoignages des petits investisseurs devant le Comité suggèrent des failles troublantes de notre système de réglementation financière. C'est pourquoi l'examen de la crise du PCAA et les leçons à en tirer seront des priorités de Comité au cours des prochains mois », a commenté M. McCallum.

Prochaine étape concrète: la convocation en audience des dirigeants des principaux intervenants

dans la crise de PCAA non bancaire. Ça pourrait s'étendre des présidents de grandes sociétés financières jusqu'aux directeurs d'organismes de réglementation.

Parmi les suggestions faites au Comité des finances, hier, on a entendu les patrons au Canada de grandes banques étrangères, ainsi que ceux de la Banque Scotia (principal grossiste en PCAA non bancaire) et de la Banque Nationale, qui en vendu le plus à ses clients-investisseurs.

La Caisse de dépôt convoquée

Le Comité des finances pourrait aussi convoquer le président de la Caisse de dépôt et placement, Henri-Paul Rousseau, afin qu'il explique pourquoi ce géant financier s'est autant investi dans le PCAA non bancaire (presque 13 milliards).

D'ailleurs, pour limiter ses pertes après le gel de ce marché de 32 milliards, la Caisse a dû lancer « l'Accord de Montréal » avec d'autres importants investisseurs.

Cet accord a donné suite au « comité Crawford » et sa proposition de restructuration du PCAA non bancaire qui devra être approuvé le 25 avril par une majorité double d'investisseurs, en nombre et en valeur.

Avec Bloomberg et Canadien Press

Un plan stratégique pour le port de Montréal

LA PRESSE CANADIENNE

Le nouveau PDG de l'Administration portuaire de Montréal, Patrice Pelletier, veut accélérer la croissance du port au cours des prochaines années, améliorer son bilan environnemental et la communication avec la population.

De plus, le port planche sur un « grand projet d'infrastructure » pour faire progresser le secteur des croisières sur le fleuve Saint-Laurent.

En poste depuis octobre, M. Pelletier a assisté hier à sa première assemblée annuelle. Il y est allé d'un long discours dans lequel il a fait le bilan de l'année 2007, mais

surtout fait part de ses objectifs pour l'avenir.

Au cours des derniers mois, le dirigeant a commandé de multiples études de marché afin de mieux connaître les sociétés de transport maritime et les grands concurrents de Montréal: les ports de New York, de Norfolk, en Virginie, de Savannah, en Géorgie et de Charleston, en Virginie-Occidentale.

Bénéfice net en baisse

De ces études est né un plan stratégique intitulé « Vision 2020 », dont Patrice Pelletier dévoilera les grandes lignes la semaine prochaine lors d'un discours qu'il prononcera devant la communauté d'affaires montréalaise.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre, l'Administration portuaire a dégagé un bénéfice net de 8,4 millions de dollars, en baisse de 19,9 % par rapport aux 10,5 millions dégagés un an plus tôt.

Les revenus totaux se sont élevés à 81,7 millions, soit 4,9 % de plus que les 77,9 millions engrangés en 2006.

Quant au trafic, il s'est accru de 3,6 % par rapport à l'année précédente.

Le trafic des marchandises conteneurisées a bondi de 9,4 % alors que celui des matières non conteneurisées a chuté de 37,1 %, à cause surtout d'une baisse des importations des produits de l'acier.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre, l'Administration portuaire a dégagé un bénéfice net de 8,4 millions de dollars, en baisse de 19,9 % par rapport aux 10,5 millions dégagés un an plus tôt.

Avis du comité pancanadien des investisseurs aux porteurs de billets de PCAA émis par des tiers

Le comité pancanadien des investisseurs dans les papiers commerciaux structurés adossés à des actifs émis par des tiers a proposé un plan de restructuration pour approbation par les porteurs de billets.

Le président du comité, Purdy Crawford, et certains des conseillers du comité tiendront une conférence téléphonique afin de discuter de la proposition et de répondre à vos questions.

La traduction simultanée sera offerte à ceux qui désirent s'exprimer et obtenir leur réponse en français.

Conférence téléphonique
Le lundi 14 avril à 11 h 00 HAE
Numéro pour l'appel: 1-866-696-5910
Mot de passe (version anglaise): 3258189
Mot de passe (version française) : 3258414

Vous pourrez poser vos question en direct ou les faire parvenir au préalable par courriel à abcp@goodmans.ca.

Les trousse d'information sur le plan et le vote ont été expédiées à tous les porteurs de billets inscrits au registre et bénéficiaires. Nous prions instamment les porteurs de billets qui n'ont pas reçu leur trousse d'information de contacter Ernst & Young Inc., le Contrôleur nommé par la Cour, par téléphone au 1-888-373-6213 ou par courriel à Canadian.commercialpaper@ca.ey.com. Des copies de la déclaration d'information et des formulaires pour voter sur le plan peuvent être téléchargées à partir du site Web public du Contrôleur à Canadian.commercialpaper@ca.ey.com.

Les porteurs de billets sont invités à soumettre le plus tôt possible au Contrôleur leurs formulaires d'Identification du Votant (« FIV ») afin de s'assurer qu'ils soient admissibles à voter sur le plan. Un FIV n'est pas un vote pour ou contre le plan mais, pour être admissibles au vote, les porteurs de billets doivent s'assurer que leur FIV dûment complété soit reçu par le Contrôleur au plus tard à 17 h 00 HAE le 22 avril 2008. Les formulaires de procuration indiquant le vote des porteurs de billets doivent être reçus par le Contrôleur au plus tard à 17 h 00 HAE le 24 avril 2008.

LA PRESSE AFFAIRES

PRÉAUTORISATIONS DE CRÉDIT À LA POMPE

Une pratique qui surprend encore les clients

HUGO FONTAINE

Quand Emanuelle L'Heureux s'est présentée à la pompe automatisée d'une station-service de Saint-Lin, elle ne s'imaginait pas que près de 350 \$ puissent être retenus sur son compte pendant quelques jours... pour un achat de 45 \$ d'essence.

Lorsque les clients paient directement à la pompe, un marchand peut demander une préautorisation avant que les clients ne fassent le plein. Or, le problème survient quand le montant retenu tarde à disparaître du compte, et que la limite de crédit est ainsi atteinte.

En raison du montant retenu sur leur compte, certaines personnes peuvent voir certains achats leur être refusés après être passées faire le plein.

Selon la responsable du service juridique d'Option consommateurs, Stéphanie Poulin, la procédure peut être

problématique parce que les clients ne sont pas nécessairement informés que le montant retenu sur leur carte sera supérieur au coût d'achat.

«Ce qui est dommage, c'est qu'il n'y pas vraiment d'information divulguée au client lors

Lorsque les clients paient directement à la pompe, un marchand peut demander une préautorisation avant que les clients ne fassent le plein. Or, le problème survient quand le montant retenu tarde à disparaître du compte, et que la limite de crédit est ainsi atteinte.

de la transaction. Certains en ont subi des inconvénients et ont eu de mauvaises surprises.»

Procédure normale

Variante généralement entre 75 et 100 \$, la préautorisation garantit que le client a la marge

nécessaire sur sa carte pour payer l'essence.

Il s'agit du même procédé utilisé quand un client réserve une chambre d'hôtel ou une voiture de location.

Le porte-parole de la Pétrolière impériale, Robert Théberge,

confirme que la procédure est tout à fait régulière et appliquée depuis longtemps. «Le montant retenu chez Esso est toujours de 100 \$», précise-t-il.

Mais le marchand peut fixer un montant plus élevé, selon la porte-parole du Mouvement Desjardins,

Nathalie Genest. Si un détaillant fournit beaucoup d'essence à des camionneurs ou des propriétaires de bateau, il peut trouver avantageux d'augmenter le montant de préautorisation.

Selon des explications transmises à *La Presse* par Visa et Mastercard, les préautorisations affectent effectivement les limites de crédit.

«La réduction du crédit disponible perdure pour une période de temps (habituellement entre trois et cinq jours) avant d'expirer automatiquement», est-il écrit dans une note qui se trouvait jusqu'à tout récemment sur le site internet de Visa.

La porte-parole de Desjardins, Nathalie Genest, assure toutefois que, dans les cas des cartes Visa Desjardins, la limite de crédit n'est pas touchée par le montant des préautorisations.

Marie-Claude Lavigne, porte-parole de la Banque Nationale,

explique que le délai d'expiration de la préautorisation dépend du marchand.

«Le montant préautorisé restera sur la carte tant que le marchand n'aura pas retourné la demande de transaction complétée, dit M^{me} Lavigne. Normalement, ça peut être fait la journée même, mais ça peut aussi prendre quelques jours.»

La solution: le comptoir

Si le client veut éviter tout tracés en payant avec sa carte de crédit, il peut toujours le faire au comptoir. Aucun montant préautorisé ne sera retenu sur sa carte.

La procédure de préautorisation pour l'achat d'essence existe depuis une quinzaine d'années. Mais en Colombie-Britannique, elle est désormais fort répandue. Depuis le 1^{er} février 2008, la province de l'Ouest oblige tous les clients à payer leur essence avant de faire le plein.

Pour l'instant, aucune autre province n'envisagerait de faire de même, selon le porte-parole de l'Institut canadien des prix pétroliers, Carol Montreuil.

Au Québec, pour des raisons de sécurité et de prévention des pertes, la plupart des stations d'essence obligent le paiement préalable la nuit, à tout le moins sur les pompes moins visibles du préposé. Selon nos informations, certaines stations québécoises ont toutefois adopté le paiement préalable obligatoire le jour, sur une partie ou la totalité des pompes.

Un supermarché de l'auto dans le Technoparc

L'AURIER CLOUTIER

Un projet de complexe Auto Mart de 10 à 15 concessions d'automobiles devrait prendre le départ à partir de mai 2008 dans le Technoparc mal-aimé de l'auto-route Bonaventure, à Montréal, entre les ponts Champlain et Victoria.

Vincent Chiara, président de l'important Groupe Mach, a proposé d'acheter un terrain de 750 000 pieds carrés et la Ville de Montréal doit lancer un appel d'offres dès ce mois-ci.

L'Auto Mart nécessiterait un investissement de 50 millions de dollars, sans parler du financement d'un immeuble de bureaux adjacent et d'un héliport pour les PDG qui pourraient doubler le coût des travaux, dont le début est prévu au début de 2009. Le Groupe Mach gère un

portefeuille immobilier d'une valeur de 1 milliard de dollars, qui comprend une propriété de 4 millions de pieds carrés et les ex-ateliers Alstom, situés juste derrière le terrain du Technoparc à racheter d'ici mai 2008 pour l'Auto Mart. Seules les voies ferrées du CN et de VIA Rail séparent les deux propriétés.

En Europe et aux États-Unis

En Europe, puis aux États-Unis, les constructeurs d'automobiles et les concessionnaires ont déjà lancé plusieurs Auto Mart, mais ces complexes multimarques n'ont pas encore vraiment débarqué au Canada et au Québec.

Le Groupe Mach en est encore au «stade préliminaire» avec son Auto Mart, souligne Vincent Chiara. Il n'en a pas moins intéressé une bonne douzaine de concessionnaires et de

constructeurs d'automobiles «d'Allemagne, du Japon, de l'Amérique du Nord». Le président précise qu'il n'a encore conclu aucun contrat avec eux, seulement «des ententes de principe et des lettres d'intention».

Le Groupe Gravel Auto, qui possède une dizaine de concessions, fait partie des intéressés, confirme le président, Jean-Claude Gravel. Il démenagerait à l'Auto Mart les concessions qu'il exploite à la Place-Ville-Marie, à L'Île-des-Soeurs et sur le boulevard Décarie.

Vincent Chiara n'aménagera toutefois à l'Auto Mart que des salles d'exposition et des locaux pour lancer de nouveaux véhicules, car la Ville ne veut pas de terrains de stationnement à perte de vue sur l'auto-route Bonaventure. Les concessionnaires vont garder leurs stocks

de véhicules à leurs autres installations ou à proximité de l'ex-Alstom, dont les locaux seraient transformés en ateliers mécaniques, avec 150 employés, pour servir aussi les parcs d'automobiles, la nuit.

«Aussitôt qu'il pourra racheter le terrain et obtenir de petites modifications au zonage», Vincent Chiara veut travailler sur les plans pour ouvrir le chantier dès 2009, assure-t-il.

Un terrain contaminé

Pourtant situé à un endroit stratégique, le Technoparc de l'auto-route Bonaventure n'a pas facilement trouvé preneurs chez les industriels car son terrain contaminé a subi du remplissage et n'a donc pas une grande capacité portante. Ce sont plutôt les studios de cinéma Mel's, Téléglobe et Bell Mobilité qui

se sont installés à proximité du futur Auto Mart.

Le terrain convoité devrait donc coûter moins cher et Vincent Chiara a prévu des concessions sur pieux et dalles de béton autoportantes.

Chaque salle d'exposition coûtera de 200 \$ à 250 \$ le pied carré, soit 4 millions pour des locaux de 20 000 pieds carrés, à multiplier par 10 ou 15 concessionnaires. Vincent Chiara souligne qu'Auto Mart attirera surtout de nouvelles concessions et quelques démenagements.

À terme, l'auto-route Bonaventure doit être déplacée en retrait du fleuve et le trafic visé passera ainsi derrière l'Auto Mart. Vincent Chiara va donc construire des concessions avec deux façades, à un coût plus élevé, mais avec une architecture plus conforme à un emplacement de choix.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUSSIONS - ENCANS

SOUSSIONS PUBLIQUES

Fourniture de plates-formes élatrices automatrices, d'une fourgonnette de série 3500 de type Sprinter et de série 1500, de véhicules utilitaires 4X2 et d'un camion de lavage pour la STM

Documents disponibles : système électronique d'appel d'offres (SEAO) : <https://www.seao.ca/index.aspx> ou au 1-866-669-7326, à partir du **vendredi 11 avril 2008. Information** : (514) 280-4909.

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **lundi 28 avril 2008 à 15 h**. Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : aucun cautionnement requis. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-3479-02-08-60
Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

STM

WAL-MART CORRECTION

En raison de circonstances imprévisibles, les sandales «Lynn», annoncées dans notre cahier publicitaire en vigueur jusqu'au 18 avril, ne seront pas disponibles.

Nous sommes désolés pour cet inconvénient.

3555212

Honda La pub de l'année au Québec Cinq agences en vedette

FRANÇOIS PERREAULT COLLABORATION SPÉCIALE

Cinq agences ont récolté à elles seules 58 des 65 prix remis hier soir lors de la troisième présentation du gala du concours Créa, qui récompense les meilleures publicités québécoises. Ainsi, Sid Lee (16), Lg2 (14), Bos (12), Bleublancrouge (9) et Cossette (7) n'ont laissé que des miettes à Taxi (3), Palm Arnold (2), Marketel (1) et Allard Johnson (1).

BBDO, Publicis, Tonik et Saint-Jacques Vallée Y&R, toutes dans le top 10 des agences d'ici, sont blanchies. Cette polarisation est cependant courante dans l'industrie publicitaire. Par exemple, l'an dernier, Bleublancrouge, Lg2 et Sid Lee récoltaient les deux tiers des prix alors qu'en 2005, BBDO et Diesel (maintenant Sid Lee) en recevaient 50 sur 108.



PHOTO FOURNIE PAR YVES RENAULT
La publicité de l'année est un message de Bos pour Honda dans lequel figure l'humoriste Martin Matte.

Parler d'auto et de civisme

La publicité de l'année est un message de Bos pour Honda dans lequel l'humoriste Martin Matte présente les caractéristiques du véhicule en interprétant librement leurs fonctions et en faisant un clin d'œil absurde aux bons comportements: le miroir aide le conducteur à visualiser s'il est en état de prendre le volant, le démarreur permet de couper le moteur pour éviter de polluer lorsque le véhicule est en attente, le cadran sert à voir quand les limites de vitesse sont atteintes, etc. Le jury, présidé par Roger Gariépy, vice-président de Bos, et composé de créatifs d'agences, a salué l'audace du concept. «Enfin, une pub qui parle d'autre chose que de performance et de prix», a commenté Marc Fortin, de Lg2.

De son côté, Gaétan Namouric, de Bleublancrouge, a souligné l'effort de réhabilitation du modèle, souvent associé à la conduite imprudente.

Guillaume Van der Stighelen, fondateur de l'agence belge

Duval-Guillaume et jury international invité, a qualifié l'exécution de brillante. «Elle montre une subtilité dans l'écriture et joue sur l'idée que conduire une auto peut s'avérer un acte de civisme.»

De toute évidence, cette campagne fait du bien à la marque, car dans un récent sondage de la firme Impact Recherche, les pubs de Honda étaient les plus remarquées et les plus aimées, devant celles de Bell, Familiprix, St-Hubert, Toyota, McDonald's, Rogers et lait.

Cette année, Bos a remporté l'or sept fois, notamment avec des campagnes pour Honda, Couche-Tard (des jeunes mangent de la gadoue) et Vidéotron (un homme regarde du football à la télé). À noter que Vidéotron a transféré en décembre son compte publicitaire chez Bleublancrouge. Sid Lee, elle, a reçu l'or grâce à des pubs pour Adidas

(un immense cube installé dans les magasins Finish Line aux États-Unis), l'antiquaire Jean Lacasse (une pub radio de cinq secondes) et Réno-Dépôt (dont le budget publicitaire est maintenant chez Saint-Jacques Vallée Y&R). L'agence Lg2 a obtenu trois prix d'or, avec des campagnes à Québec pour Lunetterie Sears et Canac-Marquis, tandis que Cossette a notamment été honorée d'or trois fois pour des fresques en gomme Mentos dans le métro.

Chez les annonceurs, 42 d'entre eux repartent avec un trophée. *The Gazette* a été le plus honoré, avec cinq prix, devant Couche-Tard et Réno-Dépôt (4), Lunetterie Sears, Mentos, Canac-Marquis et Honda (3 chacun).

Organisé par Infopresse, le concours Créa a succédé en 2006 au gala des Coqs, que présentait depuis 1959 le Publicité Club de Montréal.

SOUSSIONS PUBLIQUES

Fourniture et installation de l'infrastructure du système de contrôle d'accès et surveillance vidéo - Bloc 2

Disciplines concernées : contrôle d'accès et sûreté transit

Documents disponibles : SEAO (1-866-669-7326), à compter du **vendredi 11 avril 2008. Informations** : (514) 280-7483 (Guy Morin).

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **lundi 5 mai 2008 à 15 h**. Ouverture publique suivra.

Rencontre d'information : le mercredi 23 avril 2008, à 9 h.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission équivalent à 10 %. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-9 770 003-C04
Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

STM

SOUSSIONS PUBLIQUES

Fourniture et installation de l'infrastructure du système de contrôle d'accès et surveillance vidéo - Bloc 1

Disciplines concernées : contrôle d'accès et sûreté transit

Documents disponibles : SEAO (1-866-669-7326), à compter du **vendredi 11 avril 2008. Informations** : (514) 280-7483 (Guy Morin).

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **lundi 5 mai 2008 à 15 h**. Ouverture publique suivra.

Rencontre d'information : le mercredi 23 avril 2008, à 9 h.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission équivalent à 10 %. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-9 770 003-C03
Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

STM

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

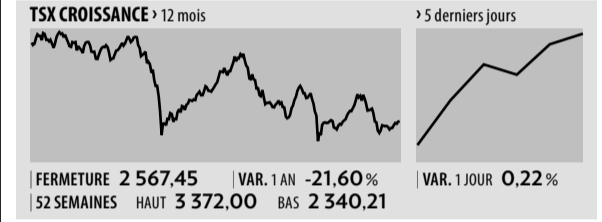
	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▲ AbitibiBowater (ABH)	12,98	1,02	8,53	903	-36,68	672	35,85	4,57	0,00
ACE Aviation (ACE.B)	✓ 20,09	0,07	0,35	439	-28,99	1 123	30,25	19,78	0,00
Addenda Capital (ADV)	26,46	0,01	0,04	229	17,60	306	26,60	18,55	1,36
▼ Aeterna (AEZ)	1,79	-0,06	-3,24	588	17,76	95	4,67	0,75	0,00
▼ Air Canada (AC.B)	8,96	-0,12	-1,32	633	-25,64	895	17,70	7,78	0,00
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 14,92	-0,07	-0,47	4 542	-18,43	2 981	24,58	13,69	0,14
▼ Astral Media (ACM.A)	37,26	-0,49	-1,30	1 099	-20,11	2 132	46,95	35,70	0,50
▲ Banque de Montréal (BMO)	✓ 47,12	0,96	2,08	22 757	-16,35	23 710	72,75	38,00	2,80
Banque Laurentienne (LB)	✓ 42,16	0,17	0,41	413	26,80	1 005	45,08	31,30	1,28
Banque Nationale (NA)	✓ 50,92	-0,17	-0,33	4 279	-2,62	8 061	66,50	43,60	2,48
Banque Royale (RY)	✓ 47,28	0,24	0,51	56 122	-6,82	61 142	61,08	42,82	2,00
▲ BCE (BCE)	✓ 37,19	0,49	1,34	61 802	-6,20	29 948	41,80	33,30	1,46
▲ Bombardier (BBD.B)	6,61	0,32	5,09	159 784	10,91	11 593	6,97	4,06	0,00
▲ CAE (CAE)	✓ 12,54	0,19	1,54	6 591	-5,79	3 184	15,25	9,92	0,04
▼ Cascades (CAS)	✓ 7,90	-0,16	-1,99	429	-6,40	782	13,05	6,96	0,16
CN (CNR)	✓ 49,79	0,29	0,59	9 110	6,73	23 969	61,00	42,51	0,92
▼ Cogeco (CGO)	31,15	-0,95	-2,96	1 538	-21,14	519	44,57	26,77	0,28
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 36,58	1,01	2,84	6 547	-10,28	25 785	42,69	30,74	1,25
▼ Domtar (UFS)	✓ 6,85	-0,16	-2,28	628	-9,75	3 547	12,29	5,98	0,00
▲ Garda (GW)	12,95	0,14	1,09	1 191	-15,80	407	25,00	12,39	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓ 11,64	-0,01	-0,09	34 110	0,43	3 771	12,24	8,95	0,00
Groupe Canam (CAM)	11,30	-0,08	-0,70	424	-20,14	558	15,98	9,40	0,16
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	10,71	0,06	0,56	14 087	-22,95	5 596	14,81	9,58	1,13
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 47,19	-0,20	-0,42	4 928	-1,97	7 122	51,04	30,50	0,48
Groupe TVA (TVA.B)	16,00	-0,01	-0,06	2	10,19	432	18,51	13,15	0,20

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ Labopharm (DDS)	2,25	-0,03	-1,32	1 621	118,45	128	7,95	0,90	0,00
Lassonde (LAS.A)	42,25	-0,25	-0,59	5	4,30	282	44,00	37,00	0,50
▼ Le Groupe Jean Coutu (PJC.A)	✓ 10,00	-0,32	-3,10	4 781	-10,47	2 503	16,50	9,25	0,16
▼ Les Industries Dorel (DII.B)	30,48	-0,64	-2,06	257	3,67	1 020	40,49	25,86	0,49
▼ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 35,58	-0,47	-1,30	3 700	-13,09	4 286	44,55	30,00	0,00
▲ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 38,99	0,82	2,15	1 594	-8,43	3 132	43,75	32,14	0,90
Mediagrif (MDF)	5,65	0,05	0,89	579	-14,52	83	9,60	5,00	0,00
Mega Brands (MB)	✓ 4,00	0,00	0,00	1 740	-35,48	146	24,01	2,90	0,00
Metro (MRU.A)	✓ 24,91	0,14	0,57	2 913	-5,47	2 817	41,78	21,00	0,50
▲ Molson Coors (TAP.B)	✓ 55,87	1,79	3,31	6	9,34	10 086	56,99	43,00	0,62
▲ Neurochem (NRM)	✓ 1,84	0,16	9,52	1 206	-16,36	90	17,94	1,26	0,00
▲ Nortel (NT)	7,42	0,16	2,20	23 229	-50,47	3 244	28,62	5,84	0,00
▼ Paladin Labs (PLB)	10,40	-0,15	-1,42	22	0,48	154	12,98	8,68	0,00
▲ Power Corporation (POW)	✓ 35,30	1,37	4,04	6 215	-12,04	16 106	41,92	29,35	0,97
Quebecor (QBR.B)	✓ 28,39	0,11	0,39	695	-20,59	1 897	43,25	25,33	0,20
▼ Quebecor World (IQW)	✓ 0,26	-0,01	-3,77	29 936	-85,59	47	15,85	0,10	0,00
▼ Reitmans (RET.A)	17,18	-0,19	-1,09	548	-10,47	1 224	27,15	15,02	0,72
Rona (RON)	✓ 13,74	0,02	0,15	6 821	-19,41	1 586	25,26	13,00	0,00
▲ Saputo (SAP)	✓ 29,85	0,60	2,05	2 700	0,07	6 144	32,99	20,06	0,48
Stella-Jones (SJ)	36,48	0,35	0,97	15	-11,02	450	48,99	31,01	0,32
▲ Tembec (TMB)	3,83	0,08	2,13	416	-38,72	387	33,05	2,80	0,00
▲ Theratechnologies (TH)	✓ 7,86	0,31	4,11	1 000	-27,76	457	13,12	6,70	0,00
Transat AT (TRZ.B)	21,15	-0,04	-0,19	517	-39,57	707	42,38	19,66	0,36
Transcontinental (TCL.A)	✓ 18,50	0,05	0,27	1 336	17,54	1 531	22,66	13,90	0,32
▼ Uni-Select (UNS)	24,25	-0,36	-1,46	152	-22,82	479	32,56	24,01	0,43

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	CHANGEMENT %	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	1,12	0,06	5,66	77 322	-2,61
Abcourt Mines-B (ABI)	0,50	0,04	8,70	317 720	49,25
Abitex Resources (ABE)	0,42	-0,06	-12,50	174 710	44,83
Advitech (AVI)	0,07	0,00	0,00	46 948	-13,33
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,14	0,00	0,00	425 000	-9,68
Alert B&C (ACB)	0,28	0,02	5,77	268 400	223,53
Appalaches Resources (APP)	0,11	-0,01	-4,35	25 000	-12,00
Aptilon (APZ)	0,30	0,00	0,00	0	1,70
Augyva (AUV)	0,34	0,00	0,00	0	17,24
Azimut Exploration (AZM)	3,03	-0,12	-3,81	19 300	-29,70
Biophage Pharma (BUG)	0,05	0,00	0,00	0	-40,00
Bioxel Pharma (BIP)	0,12	-0,01	-8,00	85 156	-28,13
Blue Note Mining (BN)	0,28	0,00	0,00	259 896	-17,65
Branchez-Vous (BZV)	0,31	0,00	0,00	325	-49,17
C2C (CCN)	0,25	-0,01	-1,96	35 500	-32,43
C02 Solution (CST)	0,21	0,01	2,44	45 000	-8,70
Cadisor Resources (CAO)	0,53	-0,01	-1,85	3 500	3,92
Cagim Real Estate (CIM)	0,52	0,00	0,00	0	-13,33
Canadian Royalties (CZZ)	2,00	0,30	17,65	797 325	-28,32
Cartier Resources (ECR)	0,50	0,06	13,64	52 000	-20,64
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,16	-0,06	-26,19	3 000	3,33
Conoparc (CNX)	1,00	-0,10	-9,09	400	25,93
D'Arianne Resources (DAR)	0,09	0,02	20,00	718 400	-18,18
Datacom (DAT)	0,30	0,01	3,45	102 000	11,11
D-Box Technologies (DBO/A)	0,50	-0,02	-3,85	34 000	0,00
Deq Systems (DEQ)	1,10	-0,06	-5,17	8 000	-21,43
Dia Bras Exploration (DIB)	0,62	-0,03	-4,62	36 952	-18,42
Diagnos (ADK)	0,85	-0,04	-4,49	335 550	70,00
Dianor Resources (DOR)	0,35	0,01	1,47	173 600	-14,82
Diox Exploration (DOS)	0,27	-0,02	-6,90	188 500	-34,94
Ditem Explorations (DIT)	0,60	0,10	20,00	356 620	-18,92
Ecu Silver Mining (ECU)	1,72	-0,06	-3,37	386 706	-20,74
Exeltech Aerospace (XLT)	0,19	0,01	2,78	20 000	-19,57
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,14	-0,02	-10,00	50 000	-3,57
Fieldex Exploration (FLX)	0,20	0,00	0,00	329 500	-24,53
Forest Gate Resources (FGT)	0,10	-0,01	-4,76	61 000	-20,00
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,67	0,09	15,52	279 000	59,52
Freestree Resources Canada (FRW)	0,33	0,00	0,00	367 900	3,18
Gastem (GMR)	3,18	0,10	3,25	4 321 159	367,65
Gold Hawk Resources (CGK)	0,40	0,04	11,11	672 138	-2,44
Golden Goose Resources (GGR)	0,58	0,01	1,75	362 884	11,54
Golden Tag Resources (GOG)	0,31	-0,01	-1,61	15 500	-23,75
Golden Valley Mines (GZZ)	0,28	0,02	5,77	39 900	-31,25
H2O Innovation 2000 (HED)	0,85	0,00	0,00	6 000	-34,62
HIL Energies (HES)	0,17	0,00	0,00	0	57,14
Hinterland Metals (HMI)	0,09	0,00	0,00	1 000	-14,29
Imaflex (IFX/A)	0,15	0,00	0,00	0	-76,19
Immunotec (IMM)	0,66	0,00	0,00	2 030	-7,04
Isacsoft-A (ISF)	1,25	0,01	4,17	7 000	2,04
IWeb Group (IWB)	0,20	0,00	0,00	0	0,00
J.A.G. Mines (JML)	0,26	0,07	36,84	953 794	23,81
Junex (JNX)	2,53	0,23	10,00	3 874 941	314,75
Kolombo Technologies (KOL)	0,40	0,00	0,00	3 000	9,59
Lounor Exploration (LO)	0,18	0,00	0,00	0	-2,78
Louvem Mines (LOV)	0,60	0,00	0,00	0	71,43
Lyrtech Cl A (LYT)	0,02	0,00	0,00	153 000	-40,00
Matamec Explorations (MAT)	0,17	-0,02	-8,11	70 000	-5,56
Medicago (MDG)	0,79	-0,02	-2,47	146 000	163,33
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,25	0,00	0,00	500	-46,74
Melkor Resources (MKR)	0,22	0,00	0,00	0	-41,89
Melanor Resources (MTO)	1,14	0,02	1,79	281 590	60,56
Metco Resources (MKO)	0,06	-0,01	-7,69	62 000	-7,69
Midland Exploration (MD)	0,65	0,00	0,00	69 100	14,04
Mistral Pharma (MIP)	0,03	0,00	0,00	0	0,00
Montec Holdings (MTE)	0,08	0,00	0,00	0	23,08
Mty Food Group (MTY)	9,70	-0,05	-0,51	5 810	-23,20
Murgor Resources (MGR)	0,46	0,01	1,11	31 770	-21,75
Namex Exploration (NME)	0,33	0,00	0,00	0	3,13
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	3,64	-0,04	-1,09	71 495	-19,82
Normabec Mining Res (NMB)	0,43	0,03	6,17	30 000	-14,00
Novoko International (EKO)	5,47	-0,46	-7,76	123 350	-37,84
Nstein Technologies (EIN)	1,00	-0,01	-0,99	38 900	-6,54
Nti Newmerical (CFD)	0,02	0,00	0,00	0	-50,00
Odesia Group (ODS)	0,40	0,00	0,00	0	-18,37
Ogens (OPS)	0,82	0,00	0,00	0	-0,65
Orex Exploration (OX)	0,11	0,00	0,00	22 000	-22,22
Perlite Canada (PC)	0,30	0,02	7,27	10 000	-11,94
Perishco Resources (PRO)	0,17	0,00	0,00	20 200	-17,50
Petrolia (PEA)	0,72	0,07	10,77	1 581 860	45,46
Plexmar Resources (PLE)	0,20	0,02	8,11	327 927	25,00
Power Tech (PWB)	0,45	0,00	0,00	0	12,50
Prestige Telecom (PR)	0,57	0,00	0,00	0	-30,49
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,64	0,00	0,00	5 000	-4,48
Puma Exploration (PUM)	0,39	0,04	11,43	256 200	-22,00
Radioson Mining Resources (RDS)	0,20	0,01	5,26	15 100	-29,93
Ranax (RNZ)	1,19	0,09	8,18	13 000	-23,23
Raymor Industries (RAR)	0,38	0,00	0,00	60 400	-32,14
Redex (RDY)	0,17	0,00	0,00	0	-42,37
Ressources Majeuror (MAJ)	0,12	0,00	0,00	43 000	-14,29
Robex Ressources (RBX)	0,11	0,02	16,67	499 500	-30,00
Rocme Mining (RMI)	0,11	-0,01	-4,55	266 072	-37,00
Rocrest (RTT)	0,55	0,00	0,00	0	57,14
Rolland Energy (ROE)	0,04	0,00	0,00	19 000	-41,67
RPM Tech (RP)	0,55	-0,05	-8,33	7 000	-47,62
Searchgold Resources (RSG)	0,13	0,01	4,17	415 046	-19,61
Sensio Technologies (SIO)	0,27	0,02	8,00	23 000	-28,95
Sirios Resources (SOI)	0,18	0,00	0,00	333 200	-16,67
Sofame Technologies (SDW)	0,36	0,01			

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES DANS LE MONDE

	VARIATION	
	FERMETURE	NET EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD		
NASDAQ	2 351,70	29,58 1,27
S&P 500 (New York)	1 360,55	6,06 0,45

Mexico Bolsa	31 649,05	231,22	0,74
Brazil Bovespa Stock	63 527,11	50,19	0,08
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 154,45	-12,32	-0,39
FTSE 100 (Angleterre)	5 965,10	-18,80	-0,31
CAC 40 (France)	4 859,42	-15,55	-0,32
DAX (Allemagne)	6 704,32	-17,04	-0,25
IBEX 35 (Espagne)	13 507,90	-91,10	-0,67

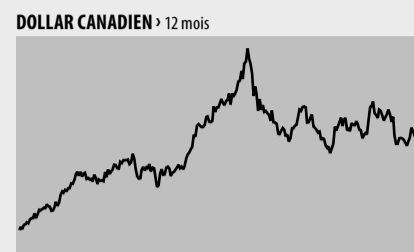
Milan MIB30 (Italie)	34 040,00	-99,00	-0,29
Amsterdam Exchanges	459,48	-1,79	-0,39
Swiss Market (Suisse)	7 312,65	-90,43	-1,22
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	12 945,30	-166,59	-1,27
Hang Seng (Hong Kong)	24 187,10	202,53	0,84
S&P/ASX 200 (Australie)	5 446,40	-73,80	-1,34
Shanghai (Chine)	3 471,74	57,84	1,69

LES DEVICES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9506
Brésil	real	0,6053
Chine	renminbi	0,1459
Grande-Bretagne	livre	2,0103
Hong Kong	dollar	0,1309

Inde	roupie	0,0256
Japon	yen	0,0100
Mexique	peso	0,0968
Norvège	couronne	0,2023
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8148
Russie	rouble	4,3335
Suède	couronne	0,1709
Suisse	franc	1,0121

DOLLAR CANADIEN



98,15 ¢US
VARIATION +0,01 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 101,88 ¢

0,6229 €
VARIATION +0,0026 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro 1,6057 \$

PÉTROLE

West Texas Intermediate	110,07 \$US
VARIATION	-0,55 \$US
Light Sweet Crude	112,52 \$US
North Sea Brent	107,80 \$US

OR

New York	929,50 \$US
VARIATION	-5,60 \$US
En dollars canadiens	946,97 \$

Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

RITE AID

Perte de 960 millions au quatrième trimestre

ASSOCIATED PRESS

HARRISBURG, Pennsylvanie — La troisième chaîne de pharmacies aux États-Unis, Rite Aid, a révélé hier avoir perdu 960,4 millions US pendant le quatrième trimestre, essentiellement en raison d'une dette fiscale non pécuniaire, alors qu'elle cherchait à absorber plus de 1800 établissements acquis l'an dernier.

Rite Aid, dans laquelle le Groupe Jean Coutu détient une participation de 33 %, a ajouté hier qu'elle s'attend à éponger de nouvelles pertes pour l'exercice 2009, ce qui en constituerait le

troisième exercice déficitaire consécutif pour elle, et que ses ventes seront inférieures aux attentes des analystes.

La société a attribué cette situation à la faiblesse de l'économie et aux dépenses générées par son intégration des 1850 pharmacies Brooks and Eckerd acquises du Groupe Jean Coutu en juin dernier, pour éviter d'être distancées par ses deux principaux rivaux, Walgreen et CVS Caremark.

Rite Aid a précisé que cette performance correspond à une perte de 1,20 \$ US par action. À la même période l'an dernier, elle avait réalisé un bénéfice de

7,1 millions US, ou 1 cent US par action.

Ses ventes ont progressé de 50 %, passant de 4,53 milliards US il y a un an à 6,82 milliards US, essentiellement en raison des acquisitions réalisées l'an dernier. Les analystes attendaient des revenus d'environ 6,87 milliards US.

Les ventes des magasins comparables étaient en hausse de 1,3 %.

Pour l'exercice, Rite Aid rapporte une perte de 1,1 milliard US, ou 1,54 \$ US par action, comparativement à une perte de 4,7 millions US, ou 1 cent US par action,

l'an dernier. Ses revenus ont augmenté à 24,3 milliards US.

Jean Coutu

L'an dernier, le Groupe Jean Coutu a vendu les pharmacies Brooks and Eckerd, ainsi que six centres de distribution, à Rite Aid pour 3,9 milliards US, soit 2,36 milliards US en espèces et 250 millions d'actions. Cela donne à Jean Coutu une participation d'environ 33 % dans Rite Aid, d'une valeur actuelle de quelque 320 millions US. À la Bourse de Toronto hier, le titre de Jean Coutu a perdu 32 cents, soit plus de 3 %, pour clôturer à 10 \$.

Bernanke : « Nous n'avons pas le luxe d'attendre »

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a estimé hier que les autorités ne pouvaient se payer « le luxe d'attendre que les marchés se stabilisent » pour penser à réformer la réglementation financière.

M. Bernanke s'exprimait sur les recommandations du groupe de travail sur les marchés financiers de la Maison-Blanche (PWG), qui a proposé à la mi-mars un ambitieux plan de réforme de la réglementation financière pour éviter une répétition de la crise du crédit actuelle.

« Mettre en place les recommandations du PWG sera difficile, notamment à cause des pressions que fait peser la gestion à court terme de la crise », a-t-il estimé lors d'un discours à Richmond.

« Cependant, nous n'avons pas le luxe d'attendre que les marchés se stabilisent avant de penser à l'avenir », a-t-il ajouté.

M. Bernanke n'a pas parlé de la conjoncture ni de la politique monétaire.

Selon lui, « un grand nombre des changements nécessaires qui ont été identifiés, notamment l'augmentation de la transparence,

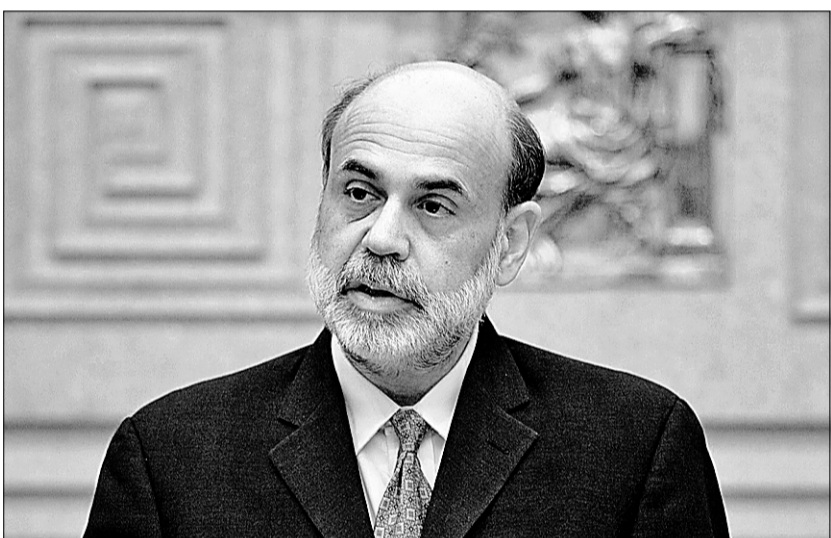


PHOTO J. SCOTT APPLEWHITE, ASSOCIATED PRESS

Ben Bernanke, président de la Fed, s'exprimait hier sur les recommandations du groupe de travail sur les marchés financiers de la Maison-Blanche.

l'amélioration de la gestion des risques et une meilleure coordination entre les régulateurs, pourraient apporter un soutien important au processus de normalisation de nos marchés financiers ».

En ce qui concerne le laxisme des banques sur leur propre gestion, M. Bernanke a estimé que « les autorités devraient adopter des politiques conduisant les institutions financières à détenir des

matelas de liquidités et de capital adaptés à l'exposition de l'ensemble de leur entreprise à des événements négatifs sur les marchés ».

Le patron de la Fed a enfin jugé que, « compte tenu de la nature mondiale de nos institutions et marchés financiers, la coopération internationale est essentielle pour rendre les structures d'encadrement et de réglementation plus efficaces ».

Baisse des taux en Angleterre, statu quo en Europe

ASSOCIATED PRESS

FRANCFORT — La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé hier qu'elle laissait tous ses taux d'intérêt directeurs à leur niveau actuel.

Le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement ainsi que les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeurent inchangés, à respectivement 4 %, 5 % et 3 %, a précisé la Banque centrale européenne dans un communiqué.

La Banque d'Angleterre a en revanche décidé hier d'abaisser son taux directeur d'un quart de point, le ramenant de 5,25 % à 5 %, afin d'aider l'économie à absorber l'éventuelle incidence d'une réduction importante de la capacité de crédit.

SOMMET DU G7 - FINANCES

Les États-Unis ne pourront pas faire la leçon

CLAIRE GALLEN
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Hier donneurs de leçons, les États-Unis abordent le G7 Finances, aujourd'hui à Washington, en mauvais élève de la crise financière, alors que tous les clignotants de leur économie sont passés au rouge de la récession.

La réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale du Groupe des Sept (G7) pays les plus industrialisés est traditionnellement l'occasion pour les États-Unis d'exhorter leurs partenaires à progresser dans les réformes structurelles, à supprimer les freins à la croissance et, en général, à imiter le modèle américain pour doper leurs économies.

Cette année, pourtant, la situation a changé. Les États-Unis affrontent le spectre imminent d'une récession, et la crise qui menace les marchés dans le monde entier trouve ses racines dans les débordements du système immobilier et financier américain.

« Nos collègues du G7 seront vivement intéressés d'entendre directement quelles sont les perspectives américaines », a souligné le sous-secrétaire au Trésor, David McCormick, mercredi.

« Nous continuons de penser que l'économie américaine est résistante et que ses fondamentaux sont sains, mais nous reconnaissons que les temps sont difficiles », a-t-il ajouté.

Nombreux ont été les critiques à dénoncer le laxisme des autorités américaines, qui ont laissé se développer des pratiques de prêts douteuses et des normes d'investissement acrobatiques.

Face à cette crise financière, jugée la pire depuis 1929 par

répercussions négatives sur la demande intérieure ».

Les États-Unis auront beau mettre en avant les multiples initiatives prises pour enrayer la crise ou durcir la réglementation, ils se heurteront aux inquiétudes persistantes de leurs partenaires sur l'ampleur de la crise.

« On reste dans une situation très fragile et incertaine. L'accident n'est pas exclu. Aucun responsable européen ne considère que ces turbulences sont derrière nous »,

« Nous continuons de penser que l'économie américaine est résistante et que ses fondamentaux sont sains. »

le Fonds monétaire international (FMI), le G7 devrait approuver un plan de recommandations préventives, mais pour l'instant, c'est le monde entier qui risque de payer pour les déboires américains.

« Les liens entre l'Europe occidentale et les États-Unis demeurent significatifs », surtout dans le secteur financier, soulignait le FMI dans son rapport de conjoncture du printemps, et de ce fait l'Europe connaît une rarefaction du crédit et une propagation des risques qui ont « des

affirmait en début de semaine un responsable européen.

« Dollar fort »

Les Américains auront aussi beaucoup de mal à se défendre sur le chapitre des changes, alors que la grogne monte de plus en plus en Europe sur la dépréciation spectaculaire du dollar.

L'euro a franchi pour la première fois la barre de 1,50 dollar fin février et dépasse actuellement 1,58 dollar. Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro,

Jean-Claude Juncker, devait rencontrer le président américain George W. Bush mercredi soir pour parler des changes.

« Nous continuons à penser que les taux de change devraient mieux refléter les données économiques fondamentales », a dit M. Juncker lundi, reprenant les termes habituels du message européen.

La dégringolade du dollar se poursuit avec l'accord tacite des responsables américains, qui se disent contre vents et marées en faveur d'un « dollar fort ». En fait, la dépréciation de leur monnaie sert leurs intérêts en soutenant les exportations américaines.

Le problème est que dans le même temps, la faiblesse du dollar a pour effet indirect de faire bondir les coûts du pétrole et des matières premières. Et les autres pays prennent de plein fouet la flambée du prix de l'essence.

Le dollar faible contribue aussi à alimenter l'inflation aux États-Unis, car il renchérit les prix des produits importés, et cela aussi provoque une inquiétude grandissante sur la santé de la première économie mondiale – et les répercussions sur le reste du monde.

REVUE BOURSIÈRE

Poussée de dernière minute

DAVID FRIEND
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Une poussée survenue en fin d'après-midi a permis à la Bourse de Toronto de clôturer la journée en progression appréciable, hier, et ce, en dépit d'un recul des titres aurifères et miniers.

L'indice S&P/TSX a pris 159,03 points, à 13 909,58, la plupart des secteurs importants terminant en hausse. Les secteurs des métaux et des services ont enregistré les meilleurs gains, le titre de TransAlta prenant 6 %, ou 1,91 \$, à 33,12 \$.

Le secteur aurifère a toutefois perdu 0,2 %, quand le cours de l'once d'or a reculé de 5,70 \$ US à New York, à 931,80 \$ US, pendant que le secteur minier cédait 0,3 %.

Le secteur de l'énergie a quant à lui pris 1 %, même si le cours du baril de pétrole a perdu 76 cents US pour terminer la journée à 110,11 \$ US.

Le Dow Jones s'est apprécié de 54,72 points, à 12 581,98, le NASDAQ de 29,58 points, à 2351,70, et le S&P500 de seulement 6,06 points, à 1360,55.

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 952,00	2 926,00
	3 mois	3 006,00	3 007,00
	15 mois	3 078,00	3 053,00
CUIVRE (A)	Comptant	8 650,00	8 682,00
	3 mois	8 540,00	8 550,00
	15 mois	8 095,00	8 100,00
PLOMB	Comptant	2 895,00	2 866,00
	3 mois	2 890,00	2 891,00
	15 mois	2 873,00	2 870,00
NICKEL	Comptant	28 905,00	28 275,00
	3 mois	29 145,00	29 150,00
	15 mois	28 615,00	27 875,00
ÉTAÏN	Comptant	20 525,00	20 350,00
	3 mois	20 595,00	20 600,00
	15 mois	20 460,00	20 360,00
ZINC	Comptant	2 305,50	2 303,00
	3 mois	2 330,50	2 331,00
	15 mois	2 357,00	2 350,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	6,00	01-06-2008	100,46	2,28 -0,03
Canada	5,50	01-06-2009	103,02	2,76 -0,07
Canada	9,50	01-06-2010	113,91	2,73 -0,16
Canada	9,00	01-03-2011	116,60	2,94 -0,21
Canada	6,00	01-06-2011	109,03	2,95 -0,18
Canada	10,25	15-03-2014	137,28	3,26 -0,41
Canada	9,75	01-06-2021	159,71	3,89 -0,85
Canada	8,00	01-06-2023	145,35	3,98 -0,88
Canada	8,00	01-06-2027	151,36	4,09 -1,07
Canada	5,75	01-06-2029	122,87	4,11 -0,97

LES PROVINCES

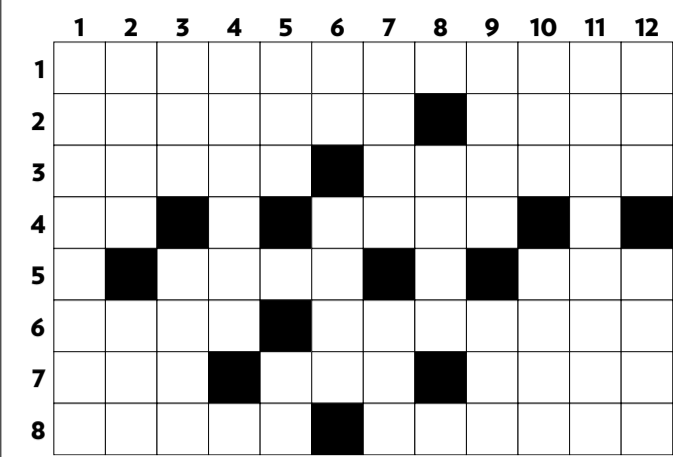
Hydro Québec	7,00	15-08-2020	159,37	4,62 -0,78
Manitoba	7,75	22-12-2025	135,27	4,77 -0,96
New Brunswick	5,70	02-06-2008	100,40	2,48 -0,01
New Brunswick	6,00	27-12-2017	112,70	4,37 -0,65
Newfoundland	6,15	17-04-2028	116,72	4,83 -0,93
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	122,38	4,79 -0,96
Ontario	6,25	25-08-2028	118,21	4,83 -0,95
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	117,68	3,53 -0,42
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	143,30	4,76 -0,98
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	142,08	4,76 -1,02
P.E.I.	8,50	27-10-2015	128,10	4,12 -0,52
Québec	6,00	01-10-2029	114,01	4,93 -0,96

LES CORPORATIONS

Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,55	3,53 -0,02
Bell Canada	7,00	24-09-2027	79,59	9,28 -0,45
Bombardier	7,35	22-12-2026	96,00	7,75 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	100,34	3,60 -0,01
Cons Gas	6,10	19-05-2028	104,91	5,68 -0,75
Gtaa	6,45	03-12-2027	110,24	5,58 -0,74
Investors Gr	6,65	13-12-2027	104,45	6,25 -0,68
Westcoast Ene	5,70	16-04-2008	100,02	4,81 0,00
Westcoast Ene	6,75	15-12-2027	108,54	6,00 -1,33

AMUSEZ-VOUS!

MOTS CROISÉS JUNIOR



- HORIZONTALEMENT**
- Plongeur équipé d'un respirateur qui lui permet de respirer sous l'eau.
 - Qui présente des pores - Voix de femme la plus grave.
 - Passe du dehors au dedans - Qui n'est pas fermé.
 - Adjectif démonstratif - Permet de tenir une tasse.
 - Elle recouvre l'extérieur du corps - Il entre par les narines.
 - Entassement - Capitale de l'Ontario.

- Règle obligatoire - Qui manque de dureté - Venues au monde.
 - Il peut nous faire bailler! - Qui est contraire à la vérité.
- VERTICALEMENT**
- Qui n'est pas commune.
 - Fruit du pin - À moi.
 - La musique en est un - Aliment fait de pâte pétrie, fermentée et cuite au four.
 - On peut en trouver dans les huîtres.
 - C'est ce qu'on crie pour faire avancer un cheval - Avant le fa, dans la gamme.

- Du lundi au samedi
WWW.HANNEQUART.COM
- Il est plus fort que la dame ou le valet - Véhicule à moteur.
 - Tube fluorescent - Interjection qui exprime le soulagement.
 - Détériorer.
 - Rassemblement où l'on dans sur de la musique techno - Organisation des Nations Unies.
 - On s'y rend en bateau - Ils font hihan.
 - Pas larges.
 - C'est un bruit mal vu quand on est à table - On l'obtient en ajoutant du blanc au rouge.

SOLUTION du dernier numéro

1	I	L	L	I	C	O	B	I	C	H	E
2	N	E	I	G	E	P	A	L	A	I	S
3	A	V	E	N	T	U	R	I	E	R	E
4	C	E	O	N	E	S	D	R	U		
5	T	V	R	A	I	S	O	I	Y		
6	I	D	E	E	S	B	E	R	N	E	E
7	V	I	N	I	C	I	M	A	T		
8	E	T	U	D	E	P	O	E	L	E	S

CITATION SECRÈTE

Placez les lettres de chaque colonne dans la case appropriée de manière à former une phrase complète. Les mots sont séparés par une case noire.

A	V	E	G	A	I	T	I	L	H	E	A	M	L	A
B			F		E	F	L	L		L	O	M		
C			R											
D			E											

Thème : Citation de Marie Joseph Chénier

SOLUTION du dernier numéro
Les choses n'ont pas de signification : elles ont une existence.

MOTS FLÉCHÉS

INDIGÈNE SE FONT SANS RÉFLÉCHIR	PARFOIS ROULÉ UN PEU FOU	MOLLUSQUE MARIN SAUVEUR	HUILE FIGURINE	CONDUITE BIEN FERMÉ	COMPTE SUR
INDULGENCE CUISINIER					VIOLENT POISON
		JUGEMENT POINTE DE CORNE			
CÔTE CHOU- CHOU				PAS À MOI SECOUE	
			TRAVAIL PÉNIBLE RESTES DE MORTS		
PARASITE	PRÉNOM DES BUSH OUTIL				CHAGRINER FANFA- RONNES
		PETIT SINGE GAGNANT		ARME D'ÉROS FAIBLESSE	
COURTES REMARQUES DÉCÉDÉ			TRIPOTER SABLE TRÈS FIN		
		FONT TORT À MERLE			INTÈGRE
BÉNÉFICE	CHRÉTIEN, POUR LES MUSULMANS PIERRE FINE			IRLANDE	
		FAIT DISPARAITRE DANS LE PASTIS			
LOURD NETTOIENT				TRONCHES DIFFICULTÉ	VENU DE IL EXPLOSE
INTRIGUE LE MESSIE					ÉPOQUE
		FONT DE L'OMBRE			

No 645

R	E	B	I	Q	U	E	R	C	O	C	A	R	D	E
I	N	D	E	F	R	I	S	A	B	L	E	F	E	Z
O	E	T	I	F	A	G	N	O	I	R	O	M	N	E
H	N	G	U	A	I	C	L	S	O	I	E	O	T	I
C	O	D	U	B	D	R	S	U	R	L	A	R	E	R
E	I	R	U	O	E	E	S	I	O	E	E	D	L	E
S	R	S	E	L	R	S	M	N	T	N	T	O	L	T
C	E	R	C	G	E	A	I	E	N	I	E	R	E	R
A	F	L	A	R	A	R	T	E	M	N	E	E	O	A
R	E	N	G	I	E	T	R	P	G	S	F	E	S	P
R	S	I	R	N	L	P	E	I	I	F	A	V	U	S
E	N	F	E	O	I	T	E	L	I	E	N	N	E	H
P	E	U	N	I	I	P	L	L	A	Q	U	E	M	A
L	E	G	R	G	A	E	E	C	Z	E	M	A	E	K
I	S	B	O	B	O	R	F	A	U	B	U	R	N	O

MOT MYSTÈRE

CHEVEUX ET COIFFURE | Un mot de 9 lettres

- | | | | |
|----------|--------------|----------|-----------|
| AFRO | FAVUS | MITRE | ROUGE |
| AUBURN | FER | MORDOREE | ROUSSE |
| BOB | FEZ | MORION | SECHOIR |
| BRUN | FIN | NOIRE | SHAKO |
| CARRE | GANSE | ONDULER | SOIE |
| COCARDE | GEL | ORNER | SPARTERIE |
| CREPE | GIBUS | PEIGNE | TEIGNE |
| DENTELLE | HENNE | PLI | TETE |
| DIADÈME | IMPETIGO | PORTER | TIF |
| ECZEMA | INDEFRISABLE | RAIDE | TUBE |
| EFFILER | LAQUE | RAIE | |
| EPINGLES | LISSER | RASER | |
| ETAGER | LONGS | REBIQUER | |
| ETRENNER | MELON | RESILLE | |

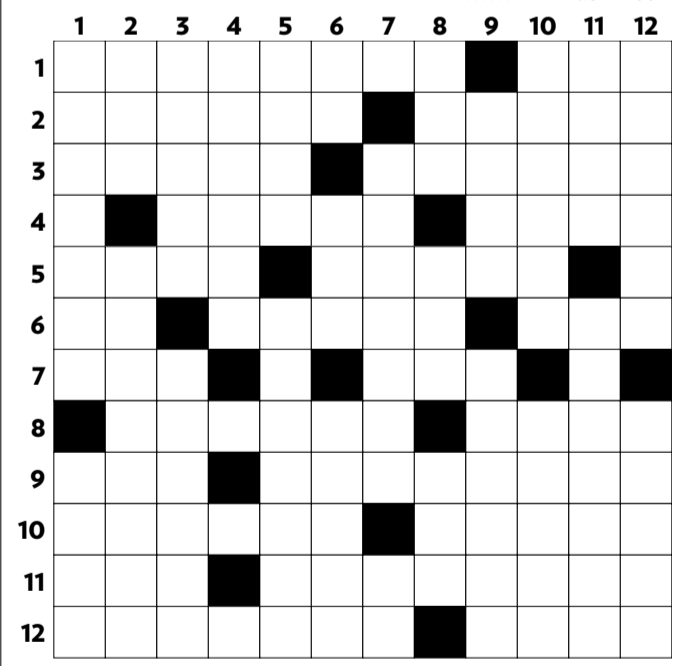
SOLUTION du dernier numéro | **MONTOIR**

MOTS FLÉCHÉS

Solution du dernier numéro

D	E	S	A	G	R	E	A	B	L	E	S
P	E	R	R	O	Q	U	E	T			
P	L	I		A	D	U	L	A	I	R	E
A	Z	O	T	E	E	N	E	O	N		
R	I	E	N	T	R	E	C	R	U	S	
S		G	E	O	R	G	E	G	O		
H	A	L	L		R	E	A	L	I	I	
N	O	E	U	D	L	E	O	R			
E	T	C		S	I	N	E	C	U	R	E
A	K	E	N	E		L	I	E			
R	A	T	A		A	P	P	O	S	E	E
M	A	I	R	I	E	S	I	L	T		
M	O	I	S	I	R	R	E	A	L	E	
U	R	E	T	E	R	E	N	E	T		
F	R	E	R	E	E	M	P	E	S	E	

MOTS CROISÉS



- HORIZONTALEMENT**
- Couteau de poche, à manche de bois et à lame unique - Protection médiévale.
 - Discordant - Pour glisser.
 - Frottée d'une substance grasse - On le fume.
 - Lézard - Philippines.
 - Compétition - Esclave.
 - Note - Édenté d'Amérique tropicale - Dopant.
 - Bouleversé - Gravé sur une pierre tumulaire.
 - Insecte aplati - Petits fruits.
 - Incendie - Agacent.
 - Ouverte - Rastafari.
 - Infusion - Il vole.
 - Machine volante - Périodes.

- Palmier à tige élancée - Il exerce un métier manuel.
- Symbole d'un métal blanc - Ensemble des éléments d'un objet vendu prêt à être monté - Pause.
- Teinter - Pour égoutter les bouteilles.
- Mèche - D'accord - Du verbe aller.
- Fait quelque chose - Personne stupide.
- Echelonnée - Appuyer.
- Encaustiqué - Aigue.
- Institution de l'ONU - Étoiles.

SOLUTION du dernier numéro

1	R	A	S	O	I	R	I	D	A	H	O
2	A	V	E	C	E	F	F	A	R	E	R
3	P	E	N	U	R	I	E	K	A	M	I
4	I	R	L	A	T	E	R	A	L	E	
5	E	S	S	U	Y	E	I	R	I	E	N
6	R	E	I	S	R	U	E	A	R	T	
7	E	L	S	T	E	R	N	E	G		
8	V	E	A	U	E	S	C	R	O	C	
9	C	O	N	C	E	P	T	Z	E	T	A
10	L	I	C	E	R	E	L	E	V	E	R
11	A	L	E	R	T	E	R	M	U	N	I
12	C	A	S	E	S	E	B	A	S	T	E

ÊTES-VOUS OBSERVATEUR

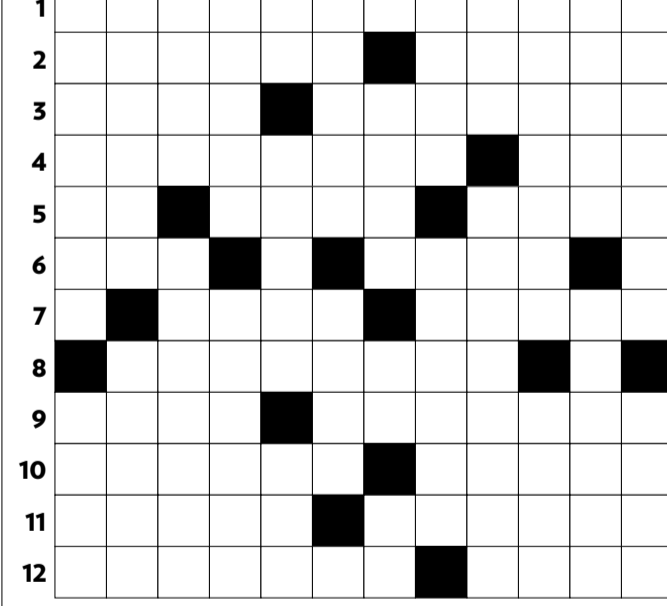
Ces deux dessins sont en apparence identiques. En réalité, il y a entre eux HUIT petites différences.

14429 LAPLACE

1 Main gauche du skieur indiquée.
2 Chaussure non indiquée sur le ski.
3 Branche droite du grand sapin plus longue.
4 Base du sapin droit.
5 Montagne d'extrême droite plus basse.
6 Une trace plus.
7 Sol complet sous l'avant du tremplin.
8 Pied arrière du tremplin plus court.

MOTS CROISÉS PLUS

Du lundi au vendredi
MICHEL HANNEQUART



- HORIZONTALEMENT**
- Travaille à la tête du client.
 - Fait rire - Abondant.
 - Chef - Elles ont une robe grise.
 - Filets - Associé.
 - Le même - Se portait à gauche - Venant.
 - Calotte - Style vocal.
 - Audacieuse - Terrain de jeux.
 - Le coeur, la rate, le foie et les poumons.
 - Moche - Met dans une autre langue.
 - Maintien - Écarté définitivement.
 - Affable - Classer par importance.
 - Coupe - Ouverture.

- Il aime les mollusques - Appâté.
- Symbole - Prends parti - Il tourne.
- Qui ne se fait pas en écrivant - Villa avec jardins.
- Devenues concrètes - Site de recherches - Personnel.
- Poissons - Insecte coléoptère carnassier.
- De naissance - Vite.
- Après cela - Lisses.
- Consommation - Elles ne sont pas bien grandes.
- Tient bon - Colle aux dents.

SOLUTION du dernier numéro

1	C	L	A	N	D	E	S	T	I	N	S
2	R	E	V	E	U	R	E	L	U	E	S
3	I	V	E	S	O	C	T	O	B	R	E
4	S	E	A	S	O	D	A	T	I	R	S
5	E	T	A	D	E	J	A	L	E	A	
6	D	O	N	N	E	U	R	G	E	M	
7	E	T	A	U	P	N	E	U	L	E	
8	N	L	E	U	R	N	A	G	E		
9	E	P	O	S	O	L	E	R	E	T	S
10	R	O	G	U	E	U	S	A	N	T	
11	F	R	I	L	E	U	X	N	E	O	N
12	S	T	E	M	S	E	P	I	E	N	T